



MOJA

EDUCATION DES ADULTES EN AFRIQUE

JOURNAL POUR L'EDUCATION DES ADULTES

NUMERO 2, JUILLET 2024



Publié par MOJA – Projet Continental Africain (ACP) et DVV International avec le soutien financier du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

Editeur : David Harrington

Co-éditeur : Britt Baatjes

Remerciements particuliers à Yasmine Jacobs, Abdoulaye Konota, Oumayma Kefi et Houssem Bel Hadj

Conception et mise en page : Natalie Baatjes, UP Projects

Photo de couverture : 'Un monde sans faim' (UMSF) - repiquage du riz. Village de Fellobantan, sous-préfecture de Dara Labé, Guinée, août 2017. L'Union Guinéenne des Volontaires du Développement (UGVD), partenaire de DVV International, Afrique de l'Ouest.

Page 16 : 'Un monde sans faim' (UMSF) - récolte des arachides. Village de Goloya, sous-préfecture de Bantiguel, préfecture de Pita, Guinée. Août 2017. L'Union Guinéenne des Volontaires du Développement (UGVD), partenaire de DVV International, Afrique de l'Ouest.

Pages 32-33: Stephen Morrison/Africa Practice, CC BY 2.0, via Wikimedia Commons.

Page 58: Kate Holt/AusAID, CC BY 2.0, via Wikimedia Commons.

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de DVV International ou de la BMZ et ne doivent pas être rapportées comme telles.

La revue peut être téléchargée et reproduite à des fins non lucratives

Avec l'appui financier



du Ministère Fédéral Allemand de la
Coopération économique et du
Développement (BMZ)



EDUCATION DES ADULTES EN AFRIQUE

JOURNAL POUR L'EDUCATION DES ADULTES

NUMERO 2, JUILLET 2024

MOJA a été créé par un réseau de partenaires et de sympathisants africains



Avec l'appui financier



du Ministère Fédéral Allemand de la
Coopération économique et du
Développement (BMZ)

TABLE DES MATIERES

MESSAGE DU COMITE DE REDACTION	5
COMITE DE REDACTION	6
EDITORIAL	8
 ARTICLES	
Réflexions sur le numéro 1, journal MOJA pour l'Education des Adultes	
<i>Twine Hannington Bananuka</i>	17
Le jardin potager communautaire de Cissie Gool House	
<i>Karen Hendricks, Melissa Jansen Arendse, Bevil Lucas</i>	19
L'Apprentissage et l'Education des Adultes (AEA) comme reponse au changement climatique et à l'insécurité alimentaire au Sahel	
<i>Mamadou Mariko</i>	24
Contribution des praticiens de la vulgarisation adulte aux systèmes alimentaires communautaires au Botswana	
<i>Keba Hulela</i>	29
La lutte pour un système alimentaire communautaire juste dans la province du Cap-Oriental, Afrique du Sud	
<i>Le groupe Abamelwane</i>	34
Le rôle de la souveraineté semencière dans la réalisation de la sécurité alimentaire : Schéma d'irrigation du riz de Limphasa, Malawi	
<i>Sangwani Tembo et Ellen Kapeleta</i>	38
Comment les réfugiés en Ouganda reconstruisent leurs moyens de subsistance et leurs systèmes alimentaires	
<i>Salome Joy Awidi</i>	41
Les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des femmes en Algérie	
<i>Zahia Kacher</i>	44
 ORGANISATIONS POUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE	
<i>Better World Cameroon (BWC)</i>	47
<i>Kenyan Peasants League (KPL)</i>	48
<i>Observatory of Food Sovereignty And The Environment (OSAE)</i>	49
<i>South African Food Sovereignty Campaign (SAFSC)</i>	50
<i>Terre Verte</i>	51
<i>GRAIN</i>	52
 RESSOURCES ET SUPPORTS	53
 PUBLICATIONS RECENTES	56
 MOJA : INFORMATIONS ET EVENEMENTS	57

MESSAGE DU COMITE DE REDACTION

Chers lecteurs et auteurs

Le comité de rédaction de MOJA est heureux d'annoncer la publication du deuxième numéro du Journal Moja pour l'éducation des adultes. Nous exprimons notre gratitude à nos collègues de diverses régions d'Afrique qui ont répondu à notre appel et apporté des contributions significatives à ce numéro. Nous sommes honorés et privilégiés de faire partie d'une communauté croissante d'éducateurs des adultes dédiés à la promotion de l'éducation des adultes à travers le continent. Aussi, nous apprécions profondément notre équipe dédiée à la tâche, qui a veillé à ce que le Journal reflète les diverses voix des différentes régions d'Afrique.

Ce deuxième numéro, axé sur la construction de systèmes alimentaires et de moyens de subsistance communautaires, est né d'une discussion plus large sur la conceptualisation et la promotion de l'espérance et des possibilités pendant les crises. Les discussions sur la polycrise mondiale s'étendent et s'intensifient en raison de son impact significatif sur l'humanité et la planète. Si le changement climatique et la pandémie de COVID ont perturbé les objectifs socio-économiques et de développement, ils ont également mis en évidence le besoin urgent pour la communauté de l'éducation des adultes de s'engager face aux crises interconnectées. En temps de crise, il est crucial de répondre à des défis telles que, entre autres, l'alimentation et la faim, la mauvaise santé et les maladies, l'énergie, l'eau et la sécheresse, la violence sexiste, la migration, ainsi que le logement et l'abri. "L'alimentation et la faim" est un thème récurrent sur tout le continent et nous sommes inspirés par les divers récits qui démontrent comment les communautés construisent des systèmes alimentaires et des moyens de subsistance associés dans des conditions difficiles. Ce sont des histoires d'espérance et de possibilités.

Le Journal étant nouveau et faisant partie intégrante du Projet Continental Africain (ACP), nous sommes ravis d'accueillir de nouveaux membres du personnel qui contribueront à améliorer le développement, la diversité et le lectorat du journal. Conformément à cette croissance, nous sommes heureux d'annoncer des changements au sein du comité de rédaction. Le comité, nouvellement constitué comprend Carole Houndjo (Bénin), Rebecca Lekoko (Botswana), Ivor Baatjes (Afrique du Sud), Frauke Heinze (Tanzanie), Donia Benmiloud (Tunisie), Chiraz Kilani (Tunisie) et Twine Bananuka (Ouganda). Le comité accueille David Harrington (Afrique du Sud) en tant que nouveau rédacteur en chef et exprime sa gratitude au précédent rédacteur en chef, Ivor Baatjes, qui restera membre du comité de rédaction.

Nous attendons avec impatience notre collaboration continue avec vous, nos auteurs et lecteurs, alors que nous nous efforçons de faire progresser le caractère unique de la Revue. Vos suggestions, réflexions et discussions sur nos progrès sont toujours les bienvenues.

Recevez nos meilleures salutations
Le comité de rédaction
Journal MOJA pour l'Education des Adultes
Le Cap, Afrique du Sud

LES MEMBRES DU COMITE DE REDACTION



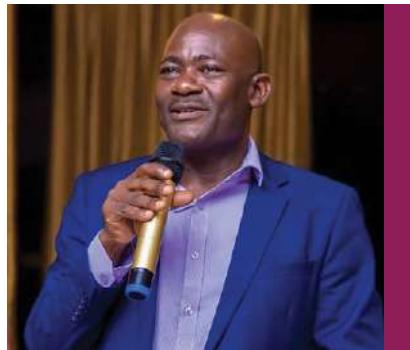
CAROLE AVANDE HONDJO

Carole Avande Houndjo est linguiste des langues africaines, défenseure et militante du droit à l'éducation pour les jeunes et les adultes. Elle coordonne le programme d'alphabétisation et de traduction de l'ONG Wycliffe au Bénin depuis plus de 10 ans. Depuis 2014, Carole est la Coordinatrice du Réseau Pamoja Afrique de l'Ouest. Le réseau Pamoja Afrique de l'Ouest compte des membres de 15 pays d'Afrique qui promeuvent l'approche REFLECT. Pamoja œuvre au renforcement des capacités des organisations de la société civile pour améliorer la qualité de l'éducation en Afrique. En plus de cela, Pamoja promeut et défend le droit à l'éducation des jeunes et des adultes en Afrique.



IVOR BAATJES

Ivor Baatjes est le Directeur Exécutif du Canon Collins Trust. Auparavant, il a été Directeur du "Centre for Integrated Post-School Education and Training (CIPSET)" de l'Université Nelson Mandela et membre de la "National Research Foundation's SARChI Chair" en éducation communautaire des adultes et des travailleurs ; membre du conseil d'administration de l'Institut national des sciences humaines et sociales (NIHSS) et président du Consortium sur les politiques éducatives (EPC). Il a travaillé dans tous les sous-secteurs du secteur de l'éducation et de la formation post-scolaires et a été membre de l'actuelle équipe de travail ministériel sur l'éducation et la formation communautaires. Ivor était chercheur principal au Centre pour les droits et la transformation en matière d'éducation (CERT) de l'Université de Johannesburg et auparavant directeur du Centre pour l'éducation des adultes de l'Université du KwaZulu-Natal (UKZN). Il a également été décideur politique au ministère national de l'Éducation au milieu des années 1990 et membre de plusieurs groupes de référence et équipes de travail ministériels et départementaux. Ivor a été l'un des membres fondateurs de la plateforme numérique MOJA – Education des Adultes en Afrique- et a été son premier gestionnaire et rédacteur en chef de la première revue du Journal MOJA pour l'Education des Adultes. Ses intérêts pour la recherche comprennent l'économie sociale et solidaire et ses relations avec les systèmes alimentaires, de santé, d'eau et d'énergie pilotés par les communautés, l'éducation des adultes et communautaire, l'enseignement supérieur, l'éducation ouvrière et l'apprentissage dans les mouvements sociaux.



TWINE HANNINGTON BANANUKA

Twine Hannington Bananuka travaille comme maître de conférences au Département d'éducation des adultes et communautaire, de l'Ecole d'apprentissage à distance et tout au long de la vie de l'Université Makerere, en Ouganda. Il est titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en éducation des adultes et communautaire respectivement de l'Université A&M de la Floride, aux États-Unis, et de l'Université du KwaZulu-Natal, en Afrique du Sud. Ses intérêts d'enseignement et de recherche portent sur les domaines de l'éducation des adultes et de la transformation socio-économique, du développement communautaire, de l'éducation à la citoyenneté, des méthodologies de recherche post-qualitative et des méthodes d'enseignement et d'apprentissage innovantes.



DONIA BENMILOUD

Donia Benmiloud est la Directrice régionale de DVV International, Afrique du Nord. Elle possède 20 ans d'expérience dans la gestion de projets de coopération internationale en Asie, en Afrique et en Europe, axés sur l'inclusion économique et sociale, l'entrepreneuriat, l'emploi, la formation et l'éducation. Elle est apprenante tout au long de sa vie et s'intéresse vivement à la réflexion stratégique, aux questions de genre, au travail avec les gens au niveau local, ainsi qu'à la planification, à la conception et à la mise en œuvre de la recherche.



DAVID HARRINGTON

David Harrington travaille dans le domaine de l'éducation et celui de l'éducation des adultes depuis 30 ans, auparavant en tant que Directeur régional de DVV International en Afrique australie. Il est actuellement le Chef du Projet Continental Africain (ACP) et de sa plateforme numérique MOJA -Education des Adultes en Afrique, et co-éditeur de la deuxième revue du journal MOJA pour l'Education des Adultes en Afrique. Il a beaucoup travaillé avec des réseaux africains et d'autres parties prenantes pour contribuer à mettre en place un environnement propice à l'éducation des adultes, en particulier en Afrique australie, y compris l'élaboration de politiques, de stratégies et de programmes. Ses intérêts incluent la promotion et le développement d'une éducation adaptée à la communauté qui reconnaît la valeur et la contribution de l'éducation non-formelle au développement communautaire.



CHIRAZ KILANI

Chiraz Kilani est Maître de Conférences en Didactique des Sciences et enseignante-rechercheuse à l'Institut Supérieur d'Éducation et de Formation Continue de Tunis. Elle est habilitée à diriger des recherches (HDR) en Didactique des Sciences et en Sciences de l'Éducation. Elle est titulaire d'un doctorat de l'Université Claude Bernard Lyon 1. Elle est Directrice de l'unité de recherche en Chimie supramoléculaire et didactique des sciences et est coordinatrice nationale et formatrice auprès de l'équipe de la fondation internationale "Main à la Pâte" (enseignement des sciences par méthode d'investigation). Elle est l'auteure de plusieurs articles sur l'analyse des pratiques pédagogiques. Elle est auditrice 2100 ; spécialiste dans le domaine de la formation en Pédagogie Universitaire et Didactique (certifié ISO 29990) et experte en formation de formateurs d'adultes et en apprentissage tout au long de la vie.



REBECCA NTHOGO LEKOKO

Professeur Rebecca Nthogo Lekoko a fait ses études au Botswana, au Canada et aux États-Unis d'Amérique, d'abord comme formatrice d'enseignants puis comme éducatrice d'adultes. Elle est diplômée de la "Pennsylvania State University" avec un doctorat en éducation des adultes. Avec quatre décennies de travail dans divers environnements d'éducation et d'apprentissage des adultes, le professeur Lekoko a apporté une contribution significative à l'éducation extrascolaire des enfants, à l'éducation non-formelle, aux centres d'apprentissage communautaires, aux stratégies d'autonomisation et de mobilisation sociale ; celles-ci sont principalement réalisées sous l'égide de l'Université du Botswana. Aujourd'hui à la retraite, elle est la première doyenne des affaires académiques du premier collège militaire, un collège de commandement et d'état-major des forces de défense du Botswana. Elle est maintenant une ardente défenseuse des droits des personnes âgées et l'une des fondatrices de l'organisation caritative « Ageless Inspirations », au Botswana. Elle estime que l'inclusion et la représentation de tous sont essentielles à un programme de développement économique inclusif. Elle est la rédactrice en chef du journal "Ba Isago" des études interdisciplinaires et a publié de nombreux ouvrages aux niveaux local et international et participé à de nombreuses conférences en tant que présentatrice, oratrice principale, présidente de séance et discutante principale.



FRAUKE HEINZE

Frauke Heinze est une experte internationale en santé publique et en éducation des adultes avec plus de 25 ans d'expérience dans la coopération internationale en Afrique et en Asie. Elle travaille actuellement en tant que Directrice Régionale de DVV International pour la corne de l'Afrique de l'Est et a participé à la conception et à la mise en place de la plateforme numérique MOJA. Elle est passionnée par l'amélioration des systèmes nationaux pour la prestation de services de santé de qualité et d'éducation non-formelle pour les jeunes et les adultes et par la conception, la mise en œuvre de politiques et de programmes d'enseignement. Elle s'intéresse également à la recherche et au développement d'interventions et de formations en matière d'éducation, de développement des compétences et de changement de comportement axées sur les besoins de la communauté.

EDITORIAL

Le deuxième numéro du "Journal MOJA pour l'Education des Adultes" paraît à un moment où les communautés du continent africain et au-delà continuent de faire face à des problèmes socio-économiques difficiles et souvent extrêmement durs. Nous vivons à une époque de changement climatique sans précédent qui affecte les agriculteurs du monde entier et limite la production alimentaire. En outre, la guerre en Ukraine a eu un impact dévastateur sur les approvisionnements et les prix à l'échelle mondiale. De nombreux pays africains dépendent, à un pourcentage important, des importations de produits agricoles tels que le blé, les huiles végétales et les engrains en provenance d'Ukraine et de Russie. La perturbation de ces chaînes d'approvisionnement mondiales, entre autres, a entraîné une réduction des importations ; ce qui a entraîné une hausse des prix à l'échelle mondiale.

L'ampleur de la crise mondiale actuelle, celle de la faim et de la malnutrition est énorme. Cette année, on estime que 309 millions de personnes sont confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë dans les 71 pays desservis par le Programme alimentaire mondial des Nations Unies¹.

Dans ce contexte apparemment implacable et impitoyable, nous reconnaissons que les communautés du continent africain sont riches à la fois en conceptualisations et en pratiques innovantes qui répondent à divers problèmes socio-économiques. L'alimentation et la faim constituent un thème important et nous nous intéressons aux différentes stratégies et approches utilisées par les communautés pour répondre à ce besoin humain fondamental. Pour ce numéro, nous avons sollicité des contributions d'auteurs partageant des expériences attirant l'attention sur le travail des éducateurs d'adultes travaillant dans les systèmes alimentaires et les moyens

de subsistance communautaires, notamment :

- Comment les communautés gèrent la nourriture et la faim et construisent des systèmes alimentaires communautaires ?
- Quelles sont les pratiques nouvelles et/ou émergentes associées à la construction de systèmes alimentaires et de moyens de subsistance communautaires ?
- Comment les praticiens de l'éducation des adultes soutiennent le développement des systèmes alimentaires communautaires et des moyens de subsistance associés ?
- Comment nous (re)pensons, (ré)imaginons, (re)construisons la théorie sur les systèmes alimentaires communautaires et les moyens de subsistance associés ?

Deux concepts importants associés aux systèmes alimentaires sont la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire. Ces concepts sont de plus en plus répandus dans les travaux universitaires, les discours politiques, les débats sur le développement durable et plusieurs programmes, projets et campagnes associés à l'alimentation et à la faim. Bien que ces termes soient parfois utilisés de manière interchangeable, ils représentent deux concepts idéologiquement différents.

La sécurité alimentaire consiste à garantir une quantité suffisante d'aliments nutritifs et abordables. La sécurité alimentaire ne fait pas de distinction entre l'origine des aliments ni les conditions dans lesquelles ils sont produits et distribués. Elle s'appuie sur des chaînes de valeur qui peuvent provenir de régions lointaines et comme mentionné ci-dessus l'impact de la guerre en Ukraine n'est qu'un exemple de la vulnérabilité de ces chaînes de valeur mondiales. La pandémie de COVID-19 nous a également montré à quel point elles peuvent être fragiles. Fondées

sur des modèles à but lucratif, elles ne centralisent pas le bien-être des communautés locales.

La souveraineté alimentaire, terme inventé pour la première fois en 1996 par les membres de "La Vía Campesina", une organisation internationale d'agriculteurs², concerne la production, la distribution et la consommation écologiquement appropriées. Elle est basée sur la justice socio-économique et considère l'alimentation comme un droit et non comme une marchandise. Elle se concentre sur les systèmes alimentaires locaux comme moyens de lutter contre la faim et la pauvreté et de garantir une sécurité alimentaire durable pour tous les peuples.

Nous attirons l'attention des lecteurs sur une brève explication (voir pages 10-11) des deux concepts, ainsi que sur la **Déclaration de Nyéléni**, un document élaboré par plus de 500 représentants de plus de 80 pays réunis au Forum mondial pour la souveraineté alimentaire. (Mali, 2007) dans le cadre de la galvanisation d'un mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire (voir pages 12-14).

Dans ce numéro du journal « MOJA » pour l'Education des Adultes, les auteurs, contributeurs représentent un large éventail de pays d'Afrique et proposent des articles sur les différentes manières dont l'apprentissage et l'éducation des adultes (AEA) contribuent à lutter contre l'insécurité alimentaire et/ou à promouvoir la souveraineté alimentaire sur tout le continent. La sélection d'articles donne un aperçu de la diversité de la théorie et de la pratique liées à la construction de systèmes alimentaires et de moyens de subsistance communautaires.

Dans le premier article, **Twine Hannington Bananuka** commente le premier numéro de la revue et souligne sa pertinence pour le paysage de l'AEA en Afrique aujourd'hui. Il reconnaît le style accessible que promeut la revue et les nombreux sujets

abordés, y compris les réflexions sur la CONFINTEA VII qui a donné naissance au Cadre d'action de Marrakech (CAM) et ses implications pour l'Afrique.

Karen Hendricks, Melissa Jansen Arendse et Bevil Lucas nous montrent le pouvoir de l'organisation populaire en racontant les origines et l'histoire de "Cissie Gool House (CGH)", une occupation communautaire au Cap, en Afrique du Sud. Leur article se concentre sur le "CGH Noor Tofie Food Garden", un exemple de souveraineté alimentaire, inspiré par les principes et les valeurs d'action sociale, de solidarité, d'autonomie gouvernementale et de coopération – un espace de connaissance et d'apprentissage.

Mamadou Mariko explore le rôle de l'AEA en réponse au changement climatique au Sahel, une région largement agraire qui a été gravement touchée. Il propose une approche pratique et explique comment l'éducation des adultes peut être utilisée comme moyen de doter les communautés locales de connaissances et d'outils nécessaires pour répondre au changement climatique. Il affirme que ce n'est qu'en s'attaquant aux effets du changement climatique et en s'adaptant à ses impacts que nous pourrons atténuer le problème de l'insécurité alimentaire qui affecte chaque année de plus en plus de communautés à travers le continent.

Au Botswana, où l'insécurité alimentaire constitue un défi permanent, **Keba Hulela** montre comment la coopération entre le gouvernement, le monde

universitaire et les communautés locales a été utilisée pour répondre à la construction de systèmes alimentaires. Keba Hulela se concentre sur un programme de diplôme spécial destiné aux praticiens de l'éducation des adultes (PEA), qui leur a donné l'opportunité d'acquérir des connaissances et des compétences pour aider les agriculteurs et les membres de la communauté à relever les défis liés aux systèmes alimentaires. L'apprentissage était réciproque dans la mesure où les PEA ont également appris des agriculteurs et des membres de la communauté.

L'article de **Nohlumelo John, Vuyokazi Made, Siyabulela Mama, Sibusiso Myoli, Nombulelo Sineke et Ziphozethu Vani** cherche à démontrer les voies et possibilités de souveraineté alimentaire à travers un système alimentaire communautaire dans le Cap oriental, en Afrique du Sud. Dans un contexte de chômage, de pauvreté et d'inégalité, l'article démontre comment la construction d'un système alimentaire communautaire devient une alternative "automatique" pour les communautés ouvrières – non seulement en tant que résistance au chômage et à la pauvreté, mais aussi en tant que processus thérapeutique et créateur de vie.

Les populations réfugiées se trouvent à l'intersection de multiples défis. **Salome Joy Awidi** examine ce que la sécurité alimentaire signifie pour les populations déplacées en Ouganda et le rôle essentiel que jouent la nourriture et la production alimentaire dans l'identité culturelle d'un peuple. L'article décrit la force et la résilience dont font preuve les réfugiés face à de

nombreux défis et luttes alors qu'ils participent à l'adaptation des moyens de subsistance dans des contextes nouveaux et inconnus et également à la préservation de leurs systèmes alimentaires. L'auteur explique le rôle de l'éducation des adultes à cet égard. **Zahia Kacher** explore la manière dont les femmes rurales d'Algérie utilisent les connaissances locales et autochtones et l'apprentissage intergénérationnel pour améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire. L'article se concentre sur l'Association des femmes rurales d'Algérie (AFUD), qui plaide en faveur de la création de fermes pédagogiques où les principes de l'AEA sont ancrés. L'auteur formule un certain nombre de recommandations pour renforcer les programmes d'AEA, telles que l'intégration des connaissances locales dans la formation et la promotion de l'agriculture biologique entre autres. Nous espérons que ces articles stimuleront davantage de débats et de discussions sur le thème des systèmes alimentaires et des moyens de subsistance communautaires et fourniront également des exemples inspirants de la façon dont l'éducation des adultes est un outil puissant dans cette lutte.

- 1 Ce nombre ne tient pas encore compte des mises à jour attendues du Soudan et de la Palestine : <https://www.wfp.org/publications/wfp-global-operational-response-plan>
- 2 La Vía Campesina se décrit comme « un mouvement international qui coordonne les organisations paysannes de petits et moyens producteurs, d'ouvriers agricoles, de femmes rurales et de communautés autochtones d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe » : <https://viacampesina.org/en>



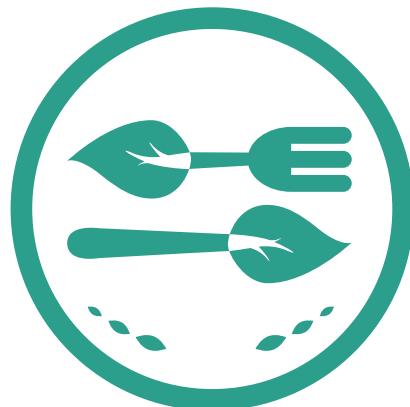
Source: Unsplash

SECURITE ALIMENTAIRE ET SOUVERAINETE ALIMENTAIRE, QUELLES DIFFERENCES ?

SECURITE ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire est définie lorsque tous les individus ont, à tout moment, un accès physique et économique à une quantité suffisante d'aliments sûrs et nutritifs qui répondent à leurs besoins alimentaires et à leurs préférences alimentaires pour mener une vie active et saine.

Sommet Mondial de alimentation 1996.



Les quatre dimensions principales de la sécurité alimentaire :

Disponibilité
physique de la nourriture

Accès
économique et physique à la nourriture

Utilisation
des aliments : Grâce à une alimentation adéquate, de l'eau potable, des installations sanitaires et des soins de santé, atteindre un état de bien-être nutritionnel où tous les besoins physiologiques sont satisfaits.

Stabilité :
Une population, un ménage ou un individu doit avoir accès à tout moment à une alimentation adéquate.

Notre système alimentaire actuel est un système agroalimentaire industriel mondial où la nourriture est une marchandise. Ce système, qui favorise et utilise la monoculture, les produits chimiques, les OGM et les brevets, est détenu et contrôlé par quelques sociétés multinationales. Elle est façonnée et motivée par le profit qui prime sur les droits des peuples, leur vie et l'environnement.



SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

La souveraineté alimentaire insiste sur le fait que l'objectif principal du système alimentaire est de nourrir la population de manière équitable et durable. Elle place les personnes qui produisent, distribuent et consomment des aliments au **centre** des décisions concernant les systèmes et les politiques alimentaires. Cela se produit en construisant des systèmes alimentaires locaux, rapprochant les producteurs et les consommateurs, dans un système adapté à l'environnement, à la culture et aux traditions locales. Il valorise les connaissances et compétences traditionnelles, autochtones et locales. Il est essentiel que les systèmes alimentaires fonctionnent avec la nature, dans le respect de l'intégrité des écosystèmes. En pratique, la souveraineté alimentaire est souvent liée à l'agriculture agroécologique.



La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite selon des méthodes écologiquement rationnelles et durables, ainsi que leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles.

Les six piliers de la souveraineté alimentaire :

1

Donner priorité à l'alimentation des peuples

2

Valoriser les producteurs-rices d'aliments

3

Localiser les systèmes de production alimentaire

4

Etablir le contrôle au niveau local

5

Consolider les savoirs et les compétences

6

Travailler avec la nature

Nyéléni, Mali, 2007

DECLARATION DE NYELENI

27 février 2007
Village de Nyéléni, Sélingué, Mali

Nous, plus de 500 représentants de plus de 80 pays, d'organisations de paysans, de pêcheurs traditionnels, de peuples autochtones, de peuples sans terre, de travailleurs ruraux, demigrants, d'éleveurs nomades, de communautés habitant les forêts, de femmes, de jeunes, de consommateurs, de mouvements écologistes et urbains, nous sommes réunis dans le village de Nyéléni à Sélingué, au Mali, afin de renforcer le mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire. Nous le faisons brique par brique, en vivant dans des cases construites à la main dans le respect de la tradition locale et en consommant des aliments produits et préparés par la communauté de Sélingué... Nous avons baptisé notre démarche collective Nyéléni, en hommage à une légendaire paysanne malienne qui nous a inspiré, une femme qui a remarquablement cultivé les terres et nourrit les siens.

La plupart d'entre nous sommes producteurs et productrices alimentaires et sommes prêts, capables et désireux de nourrir les peuples du monde. Notre patrimoine en tant que producteurs alimentaires est crucial pour l'avenir de l'humanité. Cela vaut particulièrement pour les femmes et les peuples indigènes, créateurs historiques de savoirs alimentaires et agricoles, qui sont sous-estimés. Cependant, ce patrimoine et nos capacités à produire des aliments sains, de qualité et en abondance se voient menacés, sapés, par le néolibéralisme et le capitalisme mondial. La souveraineté alimentaire nous donne l'espoir et le pouvoir de préserver, de récupérer et développer notre savoir et capacité de production alimentaire.

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération. Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux. La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche traditionnelle, un élevage de pasteurs, ainsi qu'une production, distribution et consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique. La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantit un revenu juste à tous les peuples et les droits des consommateurs à contrôler leurs aliments et leur alimentation. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétail et biodiversité soient aux mains de ceux et celles qui produisent les aliments. La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales, sans oppression et inégalités entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations.

À Nyéléni, lors des multiples débats et échanges, nous approfondissons notre compréhension collective de la souveraineté alimentaire et avons pris conscience de la réalité des luttes de nos mouvements respectifs pour conserver leur autonomie et recouvrer leurs pouvoirs. Nous connaissons désormais mieux les instruments nécessaires pour bâtir notre mouvement et promouvoir notre vision collective.

Pourquoi nous battons-nous ?

Un monde où ...

... où tous les peuples, nations et états puissent définir leurs propres systèmes et politiques de production alimentaire, garantissant à chacun d'entre nous une alimentation de qualité, appropriée, abordable, saine et respectueuse de la culture

... où le rôle et les droits des femmes dans la production alimentaire ainsi que la représentation des femmes au sein de tous les organes directeurs soient reconnus et respectés

... où tous les peuples de tous nos pays puissent vivre dignement, obtenir une rémunération décente pour leur labeur et aient la possibilité de rester chez eux

... où la souveraineté alimentaire est considérée comme un droit humain fondamental, reconnu et respecté par les communautés, les peuples, les états et les organes internationaux

... où nous puissions préserver et réhabiliter les milieux ruraux, les réserves halieutiques, le paysage et les traditions alimentaires reposant sur une gestion durable et respectueuse de l'environnement, des terres, sols, eaux, mers, semences, bétail et autre biodiversité ;

... où nous reconnaissons, apprécions à sa juste valeur et respectons notre diversité de savoirs, d'aliments, de langues et de cultures traditionnels et la façon dont nous nous organisons et faisons entendre notre voix ;

... où existe une véritable réforme agraire intégrale qui garantisse aux paysans tous les droits sur leurs terres, qui défende et récupère les territoires des peuples autochtones, assure aux communautés de pêcheurs l'accès et le contrôle de leurs zones de pêche et écosystèmes, honore l'accès et le contrôle des pâturages et des voies migratoires, garantisse un travail décent pour une rémunération juste ainsi que les droits de tous les travailleurs et un avenir à la jeunesse dans les campagnes. ;

... où la réforme agraire revitalise l'interdépendance entre producteurs et consommateurs, assure la survie de la communauté, la justice économique et sociale, la pérennité écologique ainsi que l'autonomie et la gouvernance locales, dans le respect des droits égaux entre les hommes et les femmes,

... où le droit au territoire et à l'autodétermination des peuples est garanti.

... où nous partageons pacifiquement et équitablement nos territoires entre nos peuples, que nous soyons paysans, communautés autochtones, pêcheurs traditionnels, pastoralistes, etc.

... où, dans le cas de catastrophes naturelles et provoquées par l'homme et de situations post- conflit, la souveraineté alimentaire soit une "assurance" qui renforce les initiatives de reconstruction locale et atténue les répercussions négatives. Où nous gardons à l'esprit que les communautés touchées ne sont pas désespérées et où les organisations locales et fortes d'aide à l'entraide sont au cœur de la reconstruction.

... où le pouvoir des peuples à prendre des décisions relatives à leurs patrimoines matériels, naturels et spirituels soit défendu.

Contre quoi nous battons-nous ?

L'impérialisme, le néolibéralisme, le néocolonialisme et le patriarcat ainsi que tous les systèmes qui appauvissent la vie, les ressources et les écosystèmes mais aussi leurs promoteurs, tels que les institutions financières inter nationales, l'Organisation Mondiale du Commerce, les accords de libre échange les multinationales et les gouvernements ennemis des peuples.

Le dumping d'aliments à des prix inférieurs aux coûts de production dans l'économie mondiale

The domination of our food and food producing systems by corporations that place profits before people, health and the environment;

La domination de nos systèmes alimentaires et agricoles par les multinationales qui font prévaloir les profits sur les peuples, la santé et l'environnement.

Les technologies et les pratiques qui minent nos capacités futures de production alimentaire, nuisent à l'environnement et mettent en péril notre santé. Entendons par là les cultures et les animaux transgéniques, la technologie terminator, l'aquaculture industrielle et les pratiques halieutiques destructives, la soi-disant révolution blanche des pratiques laitières industrielles, l'"ancienne" et la "nouvelle" révolution verte et les "déserts verts" des monocultures industrielles d'agrocarburants et autres plantations.

La privatisation et marchandisation des aliments, des services publics et de base, du savoir, de la terre, de l'eau, des semences, du bétail et de notre patrimoine naturel

Les modèles et projets de développement et l'industrie d'extraction qui déplacent les peuples et détruisent l'environnement et notre patrimoine naturel ;

Les guerres, les conflits, les occupations, les embargos économiques, les famines, les déplacements forces des peuples et la confiscation de leurs terres, ainsi que toutes les forces et gouvernements qui sont à leur origine et les appuient ; les programmes de reconstruction à la suite de conflits et de catastrophes naturelles qui détruisent nos environnements et nos capacités

La criminalisation de tous ceux qui luttent pour protéger et défendre nos droits ;

L'aide alimentaire qui cache le dumping, introduit des OGM dans notre environnement et systèmes alimentaires locaux et crée un nouveau colonialisme, l'internationalisation et mondialisation des valeurs paternalistes et patriarcales marginalisant les femmes, les diverses communautés agricoles, autochtones, pastorales et de pêcheurs dans le monde ;

Que pouvons-nous faire ?

Tout en travaillant avec la communauté locale à Sélingué pour créer un espace de rencontre à Nyéléni, nous nous engageons à développer notre mouvement collectif pour la souveraineté alimentaire en passant des alliances, en appuyant nos luttes respectives et en offrant notre solidarité, forces et créativité aux peuples du monde entier qui luttent pour la souveraineté alimentaire. Toute lutte, en tout lieu du monde, pour la souveraineté alimentaire, est notre lutte.

Nous avons abouti à plusieurs actions collectives afin de partager notre vision de la souveraineté alimentaire avec tous les peuples de cette terre, actions qui sont reprises dans notre document de synthèse. Nous mettrons ces actions en œuvre dans nos zones locales et régions respectives, au sein de nos mouvements et conjointement avec les autres, de façon solidaire. Nous partagerons notre vision et plan d'action pour la souveraineté alimentaire avec ceux qui ne peuvent être ici avec nous à Nyéléni, de sorte que l'esprit de Nyéléni se répande dans le monde et devienne la force puissante qui fera de la souveraineté alimentaire une réalité pour tous les peuples du monde.

Enfin, nous apportons notre soutien inconditionnel et inébranlable aux mouvements paysans du Mali et au ROPPA pour répondre à leur souhait que la souveraineté alimentaire devienne une réalité au Mali et par extension dans toute l'Afrique

L'heure de la souveraineté alimentaire est venue !

En 2025, en Inde, se tiendra le Forum mondial Nyéléni, auquel participeront des centaines de délégués du monde entier discuteront de stratégies et de solutions pour un système d'alimentation plus juste et agroécologique et relanceront une alliance mondiale capable de contrecarrer les forces qui poussent le monde dans une crise multidimensionnelle plus profonde.

Pour plus d'informations, voir :

<https://www.foodsovereignty.org/nyeleni-process/>

Si nous pouvons envoyer l'homme sur la Lune, pourquoi ne pouvons-nous pas planter un arbre ? Les femmes africaines en général ont besoin de savoir qu'il n'y a rien de mal à ce qu'elles soient telles qu'elles sont – de considérer leur façon d'être comme une force et d'être libérées de la peur et du silence.

Professeur Wangari Maathai était une militante pacifiste, écologiste et politique qui a fondé le Mouvement de la Ceinture Verte. En 2004, elle est devenue la première femme africaine à recevoir le prestigieux Prix Nobel de la paix.

En tant que ressource naturelle, la terre devrait être une ressource commune accessible à tous – mais en particulier aux femmes, qui sont souvent les productrices de nourriture et les soignantes à la maison.

Mercia Andrews (Assemblée des femmes rurales, Afrique australe)

La graine est la source de la vie et le premier maillon de la chaîne alimentaire. Le contrôle des semences signifie le contrôle de nos vies, de notre alimentation et de notre liberté...

Dr Vandana Shiva (activiste et universitaire écoféministe, environnementaliste, souverainiste alimentaire et altermondialiste)



REFLEXIONS SUR LA PREMIERE PARUTION DU JOURNAL MOJA POUR L'EDUCATION DES ADULTES

Twine Hannington Bananuka, passe en revue le premier numéro du Journal MOJA pour l'éducation des adultes en Afrique. Il commente, entre autres, sa pertinence dans le paysage de l'AEA en Afrique aujourd'hui, son style accessible et la diversité des sujets. Il remarque également la nécessité pour les éducateurs d'adultes d'adopter un vocabulaire commun.



Twine Hannington Bananuka travaille comme maître de conférences au Département d'éducation des adultes et communautaire, de l'École d'apprentissage à distance et tout au long de la vie de l'Université Makerere, en Ouganda. Il est titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en éducation des adultes et communautaire respectivement de l'Université A&M de la Floride, aux États-Unis, et de l'Université du KwaZulu-Natal, en Afrique du Sud. Ses intérêts d'enseignement et de recherche portent sur les domaines de l'éducation des adultes et de la transformation socio-économique, du développement communautaire, de l'éducation à la citoyenneté, des méthodologies de recherche post-qualitative et des méthodes d'enseignement et d'apprentissage innovantes.

Plusieurs chercheurs, comme Nafukho, Amutabi et Otunga (2005), ont affirmé que la pratique, la profession et la discipline de l'éducation des adultes ont beaucoup évolué et que l'éducation des adultes est distincte de l'éducation générale et des études sur le développement. En Afrique, nous sommes passés d'un système d'enseignement précolonial, largement informel, à une "éducation des adultes moderne" influencée par le contact avec l'Occident (Atim et Ngaka, 2004). Les questions relatives à l'éducation des adultes ne sont peut-être pas si différentes dans le monde entier, mais certaines sont propres à l'Afrique en termes de cultures et de défis de développement. Le Journal MOJA pour l'Education des Adultes apporte un plus bienvenu, car il crée une plateforme pour le plaidoyer, le partage d'expériences, donne la parole aux communautés et aux acteurs, et propose également des idées et des possibilités de transformation socio-économique. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à DVV International qui finance ce journal. Ce journal en ligne (quelques exemplaires papier ont été mis à disposition) arrive à point nommé pour combler le vide laissé par le *"Journal de l'Education des Adultes et du Développement"* de DVV, qui a cessé de paraître en 2019.

En examinant ce journal, j'étais conscient du fait qu'il s'agissait d'une première parution. Je tiens à remercier le Comité Editorial, les parties prenantes et les personnes travaillant dans le domaine de l'éducation des adultes et de l'apprentissage tout au long de la vie qui ont inspiré la vision de ce journal et y ont contribué. Dans l'ensemble, ce premier numéro s'adresse directement à toutes les parties prenantes, y compris les universités, les organisations de la société civile, les organismes de financement, les éducateurs, les apprenants et les acteurs gouvernementaux. Je salue le style

général de rédaction, en particulier l'utilisation d'un langage accessible et facile à lire qui répond aux intérêts d'un public diversifié en termes de niveau d'éducation et de contexte. L'inclusion d'images et de poèmes dans les articles est louable, car ils rendent le numéro plus accessible et font penser à l'adage : "une image vaut mille mots". Comme le stipulent les lignes directrices du Journal MOJA à l'intention des rédacteurs, seules les photographies ayant fait l'objet d'un consentement éclairé ont été acceptées et tous les articles devaient être correctement référencés.

En termes de contenu, les sujets étaient variés et couvraient un certain nombre de questions relatives à l'éducation des adultes et à l'apprentissage tout au long de la vie. Il s'agit notamment de l'emploi informel et de l'inclusion, de l'impact de l'insécurité sur l'éducation, de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, du rôle des universités dans l'éducation des adultes, de l'éducation des adultes dans les camps de réfugiés, des efforts économiques des femmes rurales en Tunisie, de l'autonomisation des femmes, du rôle de l'apprentissage et de l'éducation des adultes (AEA) dans la résolution des conflits, de la protestation et de l'organisation communautaire en tant que forme d'AEA, du rôle et de l'effet des technologies numériques sur l'AEA et des approches de recherche participatives. Les articles de ce numéro traitent d'un large éventail de domaines, avec un accent sous-jacent sur l'inclusion/exclusion socio-économique. Cela se justifie par le fait que l'éducation des adultes traite de la marginalisation. La réflexion sur la *"CONFINTEA VII"*, qui a donné naissance au Cadre d'Action de Marrakech (CMA) et à ses implications pour l'Afrique, est tout à fait fondamentale. Ce numéro présente également des profils de réseaux d'éducation des adultes sélectionnés sur le continent africain, ce qui me semblait important pour un premier numéro.

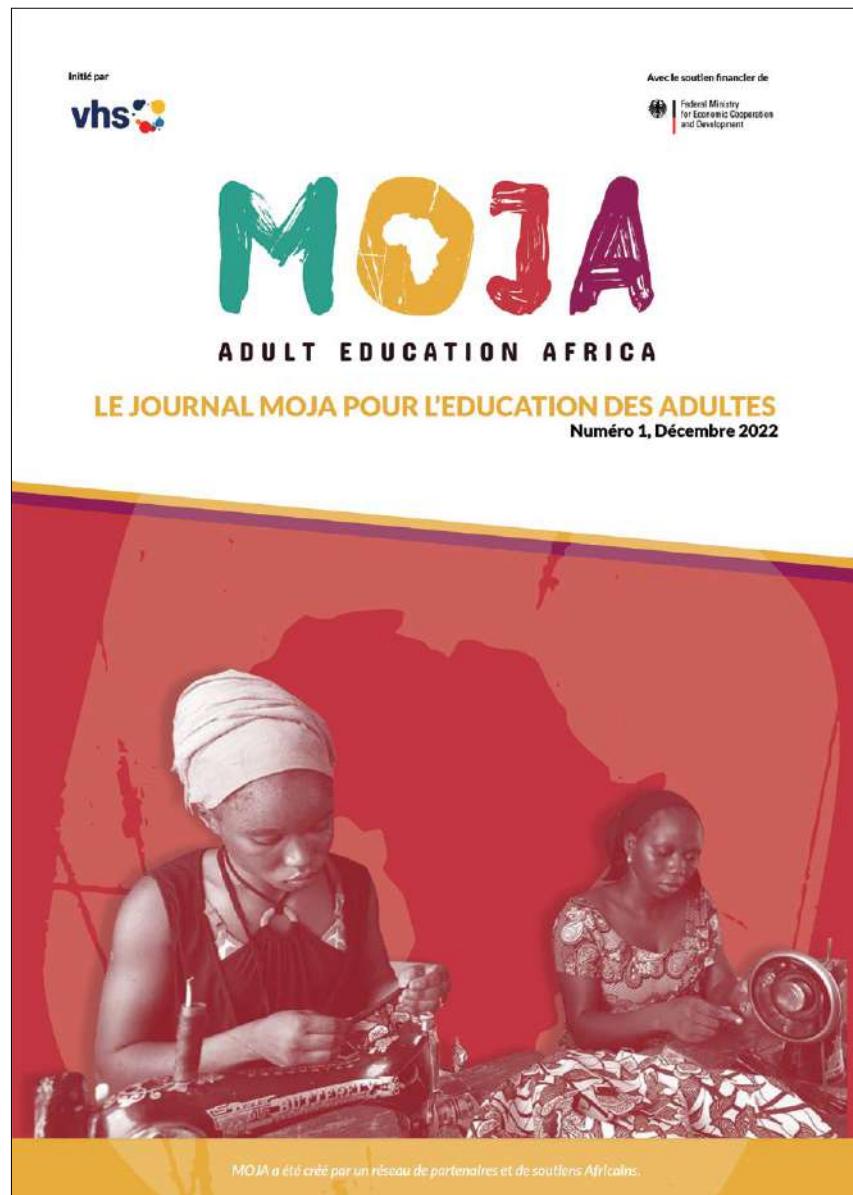


La force de ce premier numéro réside dans la diversité de ses thèmes et dans sa capacité à mettre en lumière les opportunités et les défis majeurs de l'AEA sur le continent. Je pense que c'était une bonne chose pour sensibiliser les partenaires et les acteurs aux questions en jeu. Pour ce premier numéro, le Comité Editorial a choisi de ratisser large afin de souligner la diversité et la nature multisectorielle de l'éducation des adultes.

Des chercheurs tels que Hill, Rogers-Shaw et Carr-Chellman (2023) ont déclaré que le domaine de l'éducation des adultes a changé de nom et de frontières. Comme le soulignent Hill et al, j'ai remarqué que différents auteurs utilisaient des terminologies et des concepts variés pour désigner ce domaine, tels que l'apprentissage et l'éducation des adultes, l'éducation des adultes, l'apprentissage tout au long de la vie, etc. Cela peut être source de confusion pour les lecteurs, qui ne sont pas tous familiarisés avec les différentes expressions, terminologies et significations. Je recommanderais donc l'adoption de termes communs pour assurer l'uniformité, par exemple celui de la "CONFINTEA VII éducation des adultes et apprentissage tout au long de la vie". La campagne lancée par le Conseil International d'Education des Adultes (ICAE) et un large éventail de partenaires promeut l'utilisation mondiale de l'AEA comme un terme inclusif qui englobe tous les aspects de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, et dont nous espérons qu'il sera adopté universellement à l'avenir.

Références

- Atim, D., & Ngaka, W. (2004). The Evolution of Adult Education in Uganda. In A. Okech (Ed.). *Adult Education in Uganda: Growth, Development, Prospects, and Challenges* (pp. 15-34). Kampala: Fountain Publishers.
- Hill, L.H., Rogers-Shaw, C.A., & Carr-Chellman, D.J. (2023). But, is it Adult Education? Disciplinary Boundaries of Adult Education and Higher Education. *Adult Learning*, 34(2), 59-67. Extrait de <https://doi.org/10.1177/10451595231159430>
- Nafukho, F., Amutabi, M., & Otunga, R. (2005). *Foundations of Adult Education in Africa*. Cape Town: Pearson Education.



Si vous n'avez pas encore lu la première revue du journal MOJA pour l'éducation des adultes, veuillez cliquer [ICI](#) pour le télécharger.

LE JARDIN ALIMENTAIRE COMMUNAUTAIRE DE CISSIE GOOL HOUSE



Karen Hendricks est un leader de *The housing movement "Reclaim the City, Woodstock Chapter"*. Elle est également résidente et coordinatrice de "Cissie Gool House (CGH)". Sa vision est pour une ville véritablement inclusive pour les pauvres et la classe ouvrière de femmes de couleur à participer dans la prise de décision pour leur communautés, villes et campagnes.



Melissa Jansen Arendse i est une activiste de "The Reclaim the city Movement". Elle réside à "Cissie Gool House" et a été élue monitrice de jardin. Melissa adore être dans le jardin et le jardinage est devenue sa passion.



Bevil Lucas habite dans la zone de "Cissie Gool House", portant le nom du leader des droits civiques et militant anti-apartheid, Zainunnisa "Cissie" Gool du District Six du Cap. Il a été impliqué dans le mouvement syndical depuis de nombreuses années et dans diverses organisations de la société, notamment le mouvement anti-apartheid. Au sein de "CGH", il participe au projet de co-conception du futur site d'occupation.

SEMER LES GRAINES DE LA COMMUNAUTE



qui serpentent entre les brinjals, puis
s'entortillent entre mes doigts
la saleté tache mes mains, mes ongles sont sales et boueux
la voix de Melissa chante - elle est la reine du jardin, la fée des plantes
qui exaucé les souhaits sous forme de graines
enfouies dans la terre jusqu'à la profondeur de mon pouce
la permaculture dégringole de sa langue à mes mains
retourner des bouteilles à l'envers
lestée d'eau, ondulée, quel reflet effrayant si j'étais un chat
mais ils s'en fichent
ils sont occupés sur les murs
esquivant les fils barbelés avec des épines flexibles et agiles
espionnant d'en haut
la montagne de la table avec le bleu derrière
un murmure de vent
autour des feuilles du citronnier
l'hiver arrive bientôt
il a plu toute la matinée d'hier
mais maintenant le sol est sec
et fait son chemin autour de mon pantalon
au niveau des genoux, remontant jusqu'aux poignets
taquine le bout de ma pelle alors que
je pèse de tout mon poids
mes cheveux sont affreux
c'est un jardin de femmes avec des idées
qui fleurissent à côté des tomates
entre les clôtures, le portail,
les fenêtres fissurées ou sans verre
de grands sacs de terre végétale prêts à être ramassés
le linge étendu pour sécher
Melissa me montre comment planter les racines dans le sol, avec
douceur et fermeté, pour qu'elles durent.

Camarade de jardin anonyme

Historique de la maison Cissie Gool

Selon le recensement de 2022, l'Afrique du Sud compte plus de 55 000 personnes sans-abris, dont environ 10 000 dans la province du Cap Occidental. Toutefois, avec le temps et en raison de l'impact de la pandémie de COVID 19, on pense que les chiffres réels pourraient être plus élevés. Face à la réponse insuffisante du gouvernement à la crise croissante des sans-abris, un groupe d'activistes du logement, d'étudiants et de sans-abri a décidé qu'il était temps de passer à l'action. L'ancien hôpital Woodstock du Cap est devenu l'un des deux sites choisis par la campagne "Reclaim The City (RTC)" pour l'occuper en réponse à la tendance croissante à "l'embourgeoisement" et au manque de logements abordables. Un comité a été formé pour interviewer les occupants potentiels. Il devait s'agir de personnes menacées d'expulsion de leurs logements actuels, qui n'avaient pas les moyens de payer leurs loyers ou qui s'étaient retrouvées sans abris. Ils devaient également comprendre ce que l'on attendait d'eux. Le bâtiment disposait déjà de l'eau courante et de l'électricité, mais il était nécessaire de mettre en place divers processus pour que la communauté devienne autonome. Par exemple, des équipes de nettoyage ont été nécessaires pour rendre le bâtiment habitable, et une cuisine communautaire a dû être mise en place pour s'assurer que les gens avaient de quoi manger. L'objectif principal était de sensibiliser au problème du logement et du sans-abrisme dans la ville et d'éduquer les gens sur leurs droits en matière de logement. De nombreuses personnes avaient l'habitude de faire chaque jour le long trajet depuis les "Cape Flats" pour se rendre au travail dans le centre-ville. Aujourd'hui, certains d'entre eux peuvent vivre en ville. Les militants ont rebaptisé le bâtiment "Cissy Gool House (CGH)" en l'honneur à Zainunnisa "Cissie" Gool, leader politique anti-apartheid et défenseur des droits civiques, et une nouvelle expérience de vie autonome a vu le jour. Cet article se concentre sur un élément important de "CGH": les jardins communautaires.

CGH, qui devait à l'origine accueillir 1 000 habitants, en héberge aujourd'hui près de 1 500. L'un des principaux défis à relever est de savoir comment toutes ces personnes peuvent se nourrir dans un environnement qui se remet encore de la pandémie de COVID-19, et dans une économie qui est mise à rude épreuve

par les problèmes constants de coupures d'électricité, de chômage élevé, de sans-abrisme et de criminalité. Le jardin communautaire est un projet important qui a été lancé pour aider à résoudre ce problème. Dans une atmosphère d'apprentissage par l'action sociale, les résidents considèrent "CGH" comme un lieu de retour à la maison, d'auto-apprentissage, d'attention collective, d'autosuffisance et de solidarité. Les connaissances qui guident et animent la communauté sont enracinées dans la communauté ; elles sont partagées et locales. Cet article raconte comment les jardins ont été créés et comment ils sont gérés, fournissant des emplois aux habitants dans le cadre de l'économie informelle. Il raconte comment ils ont été fondés sur le principe selon lequel quiconque travaille la terre doit bénéficier du travail.

Le jardin Communautaire

Il n'a pas fallu longtemps pour que le défi de fournir régulièrement de la nourriture à la communauté devienne évident. En réponse à ce défi, l'idée d'un jardin alimentaire communautaire a émergé et il a été décidé de le créer dans les jardins négligés et envahis de "CGH". Il a été baptisé "Noor Tofie Food Garden", en l'honneur à l'une des premières personnes à avoir créé ces jardins, malheureusement décédée depuis.

Melissa Arendse est venue vivre à "CGH" en août 2019 et y a donné naissance à une fille, Cassidy, pendant la pandémie de COVID 19 en décembre de la même année. Elle est monitrice dans les jardins et raconte :

Lorsque le confinement de COVID 19 a commencé, j'ai été initiée au travail dans les jardins dans le cadre du programme d'alimentation de la communauté de CGH. À l'époque, les gens pouvaient gagner des points pour leur travail, ce qui pouvait se traduire par un petit revenu. Ce système a été mis en place par des organisations qui dispensaient des formations sur la permaculture. J'ai senti que le jardin était ma vocation, non seulement parce que je pouvais être occupée avec un enfant en bas âge à mes trousses, mais aussi parce que j'ai pris conscience, en tant qu'adulte, de la relation entre la terre et la société, [ainsi que] de la relation entre la nature et

l'humanité et de mon rôle en tant que gardienne de l'environnement.

Parmi les différentes équipes de travail mises en place pour gérer les tâches à "CGH", une équipe de jardinage de légumes a été créée, constituée de 12 personnes. Elle est composée d'un mélange de personnes internes et externes à "CGH" qui souhaitaient faire partie de l'équipe, souvent dirigée par des femmes. Noor Tofie a lancé l'initiative de manière indépendante, mais lorsque les gens ont montré de l'intérêt pour ce qu'il faisait, une équipe de travail a été constituée, dont Melissa Arendse faisait partie. Noor avait aménagé le premier espace pour le jardin, qui a ensuite été agrandi par l'équipe de travail.

Bien que des organisations externes telles que "Development Action Group" et "Upliftment Project" aient soutenu le projet par des dons de nourriture, il y a toujours eu une forte conviction que les jardins devaient être autosuffisants. Une partie de la nourriture produite dans les jardins a été donnée à la cuisine communautaire pour contribuer à nourrir les personnes dans le besoin. Des organisations externes ont également apporté leur soutien en proposant des formations dans des domaines tels que la permaculture, la conception de jardins, la fabrication de compost et les plantations saisonnières. Elles ont également fait don de semences et de matériels. Très vite, le jardin a produit un large éventail de produits, notamment des épinards, des oignons de printemps, des herbes et des plantes médicinales, entre autres.

Faire germer l'idée du Jardin

Le jardin alimentaire communautaire a été créé pour atténuer l'impact du COVID-19 dans notre communauté. D'une certaine manière, il s'agissait d'un "jardinage de guérilla" dans le cadre de notre protestation concernant le droit à la terre et à la propriété et le droit de planter sur des terres qui étaient restées inactives pendant deux décennies. Au début, nous dépendions de la bonne volonté d'individus qui échangeaient des graines et participaient à des ateliers dans des lieux tels que l' "Oude Molen Eco Village" à Pinelands, au Cap. Cet atelier était axé sur des domaines tels que l'éducation et l'autonomisation en vue de l'autosuffisance, ainsi que sur les méthodes d'agriculture urbaine, telles que la permaculture.

Immédiatement après l'atelier, les participants se sont mis à l'œuvre pour mettre les idées en pratique et ont commencé à étudier la possibilité de planter un jardin à "CGH". Tout le monde n'était pas prêt à se faire salir dans la terre pour aider à dégager des espaces pour les jardins à planter, mais suffisamment de résidents ont participé pour que l'idée devienne une réalité.

Bevil Andre est l'un des organisateurs de "CGH". Il revient sur l'expérience de la mise en place du jardin :

Je me souviens souvent de l'origine du jardin de CGH. Boeta¹ Noor Tofie (mieux connu par la plupart d'entre nous sous le nom d'Oupa²) a été le membre fondateur du jardin au début de l'année 2019. Il était mon voisin d'en face, mon camarade et mon ami le plus cher. Il vivait dans la chambre 12 au rez-de-chaussée, et moi dans la chambre 15 avec mon fils, mon vieux père et mon oncle John. Oupa était un homme de petite taille, âgé, actif et très sûr de lui, passionné par le jardin. Il avait l'habitude de se réveiller et de commencer sa journée à 5 heures du matin dans le jardin, et de travailler jusqu'à midi. Au bout de quelques jours, il avait éliminé toutes les hautes herbes et les arbustes. J'ai interrogé le vieux sur son intérêt pour le jardin. Au début, il m'a dit que le jardin était devenu son lieu de réconfort, de guérison et une sorte de retraite tranquille. Il y trouvait un sentiment d'appartenance et de propriété. Peu de temps après, le jardin est devenu un espace sûr et réconfortant pour quelques autres occupants âgés - Mamma Rose qui vivait au rez-de-chaussée, Gogo Virginia qui vivait au premier étage, ainsi que Boeta Ebrahim Januarie et Uncle John du rez-de-chaussée. Nous avons rebaptisé le jardin Noor Tofie Food Garden après le décès d'Oupa.

Karen Hendricks, l'un des membres fondateurs de "CGH", se souvient également de la mise en place du jardin :

Les jours et les semaines ont passé au milieu des préoccupations et des discussions sur le bien-être des personnes âgées [à CGH] et [des discussions sur l'aménagement] de l'espace de jardinage. Bernice, une camarade, une sympathisante et une amie du jardin est venue partager ses connaissances, son



Changement de nom de l'événement du jardin

amour, ses compétences et son expérience avec tout le monde. En l'espace de quelques jours, les premiers lits de compost ont été créés. Le premier lancement officiel du jardin a eu lieu le lundi de Pâques en avril 2019. Quelle journée mémorable ! Elle a commencé par des récits et s'est terminée par une visite à pied du jardin. C'est également à ce moment-là qu'est née la vision commune de l'espace de jardinage. En novembre 2019, la première collecte de fonds pour le jardin a eu lieu.

Ce que nous avons appris au cours du processus

Au début, nous avons eu la chance de pouvoir compter sur l'aide et les connaissances de résidents comme Boeta Noor et Bernice Roeland, qui ont partagé leurs connaissances sur les herbes et les plantes médicinales et indigènes. Elles savaient quelles plantes pousseraient le mieux dans le sol argileux de "Mountain Road" et quelles plantes résisteraient aux conditions climatiques locales. Nous avons également appris que tout est lié - le paysage et les gens. Tout est en harmonie. Ils nous ont appris à recycler les déchets de la cuisine pour en faire de l'engrais. Nous avons également dû faire face à des chats qui causaient des dégâts dans le jardin. Nous avons appris qu'il était possible d'utiliser des bouteilles d'eau qui reflètent la lumière et font fuir

les chats. Des filets ont été installés à des endroits stratégiques pour protéger le jardin du vent. Certains endroits bénéficiaient d'un ensoleillement idéal pour faire pousser nos semis, tandis que d'autres étaient propices à la plantation.

Pendant le confinement de COVID 19, de nombreux résidents de "CGH" ont été touchés. Cela a créé de nombreux défis supplémentaires. La cuisine communautaire a reçu des pots de nourriture de la part de la communauté locale, qui les a distribués aux habitants de "CGH". Tout cela a dû être fait en respectant les règles strictes de confinement et en assurant une distanciation sociale. Cela a mis la communauté à rude épreuve. Mais les périodes de COVID 19 nous ont forcés à apprendre à mieux planifier et à impliquer davantage de volontaires dans l'occupation des jardins. Heureusement, les résidents n'ont pas été trop durement touchés par le COVID 19, et nous en sommes sortis plus forts et plus sages.

Nous avons appris que nous pouvions faire du thé avec de l'Absinthe africaine et préparer des chutneys au "Spekboom"³ et à l'ail pour nous aider à rester en bonne santé. Les gens ajoutaient souvent ces plantes et ces herbes à leur "Réclamez Votre Boîte de Fête", un coffret cadeau vendu pour générer des revenus. Les revenus générés pouvaient être utilisés pour acheter du compost, des graines et des semis. Nous avons réappris que la "Malva"⁴ pouvait être écrasée et utilisée contre les maux d'oreille, et que l'"ail" sauvage indigène était bon contre la toux, le rhume, la grippe, la

fièvre, la tuberculose, l'asthme et comme remède contre les vers intestinaux. Il produit également une odeur qui aide à éloigner les serpents. Le jardin potager a contribué à détourner notre attention de la pandémie et du confinement frustrant qui l'accompagnait. Il a créé un sentiment de paix et d'évasion. Il nous a permis de nous recentrer en tant que collectivité.

Tout ce qui en vaut la peine s'accompagne de défis

L'un des premiers défis rencontrés lors de la mise en place du jardin a été d'apprendre aux gens à coopérer les uns avec les autres. L'équipe de travail s'est même effondrée à un moment donné. Cependant, une nouvelle équipe s'est rapidement formée avec de nouveaux membres. Grâce à des efforts accrus dans des domaines tels que la coopération et la résolution des conflits, ce groupe a appris à travailler ensemble. Peu à peu, il a pu travailler plus efficacement. Seul un petit nombre de personnes contribue au jardin afin d'assurer la sécurité alimentaire de tous. Des efforts constants sont déployés pour encourager différents groupes à participer, avec des résultats mitigés. Il est nécessaire de sensibiliser en permanence les membres de la communauté à l'importance du jardin pour l'ensemble du projet. Toutes les autres équipes de travail sont également importantes (par exemple, l'équipe de sécurité et de sûreté), mais le jardin est essentiel pour assurer la durabilité du projet.

L'entretien du jardin prend également beaucoup de temps, et il est difficile pour les gens d'y consacrer du temps lorsqu'ils ont d'autres tâches à accomplir (par exemple, la famille, un travail générant de revenus).

Où en sommes-nous maintenant ?

Nous avons appris que nos plans étaient un peu trop ambitieux. Les gens sont occupés. Ils ont beaucoup d'autres responsabilités. Nous devons donc mettre au point un système qui tienne compte du temps dont les gens disposent. Melissa et sa famille sont devenues les championnes du jardin.

Ils ont réussi à attirer quelques autres personnes, mais ce n'est pas encore suffisant. Nous avons besoin de plus de bénévoles. Si nous étions plus nombreux, nous pourrions planter davantage. Pour l'instant, nous devons adapter la taille du jardin à la main-d'œuvre disponible. Mais cela signifie qu'il y a moins de nourriture pour la cuisine communautaire. La cuisine avait l'habitude de préparer des repas deux fois par semaine, mais maintenant, elle ne peut le faire qu'une fois. Après la fin du confinement de COVID 19, il y a moins de chômeurs disponibles pour travailler dans le jardin. Même si de nombreuses personnes occupent des emplois précaires et à court terme, elles sont toujours moins disponibles pour aider. "CGH" est devenu beaucoup plus calme pendant la journée, après que les gens soient partis travailler le matin. Vous remarquez qu'il redevient dynamique l'après-midi, lorsque les gens reviennent du travail.

Regarder vers l'avenir

Les travaux dans le jardin ont d'abord porté sur de petites sections que nous pouvions planter. Mais il reste une vaste zone remplie de gravats, qui servait de décharge avant l'occupation du "CGH". Nous aimeraisons que la ville du Cap nous aide à la nettoyer. Nous avons également besoin de bénévoles de la communauté pour nous aider à trier le plastique et les matières recyclables du bois et des autres déchets. Le recyclage peut être une source supplémentaire de revenus.

Nous avons également demandé à utiliser un terrain en jachère près de "CGH" qui reçoit beaucoup de lumière et qui peut être utilisé pour planter des légumes à feuilles et des salades. Idéalement, nous aimeraisons pouvoir produire suffisamment de nourriture à la fois pour la cuisine communautaire et pour générer des revenus. Cependant, comme nous l'avons déjà mentionné, il est difficile de trouver suffisamment de bénévoles. Si nous pouvions produire davantage, nous pourrions vendre sur un marché mensuel de producteurs afin de générer des revenus pour acheter davantage de fournitures de jardinage et de semis.

L'eau est également un défi. Nous aimeraisons installer de grands réservoirs pour conserver l'eau, ce qui est particulièrement nécessaire pendant les mois chauds de l'été. Enfin, nous

aimerions collaborer avec d'autres jardins communautaires, des étudiants des universités et d'autres personnes afin d'échanger et d'apprendre les uns des autres. Le jardin fait partie de la communauté locale de Woodstock. Nous aimeraisons que toute la communauté s'implique : les amateurs de jardinage, les bénévoles, les écoles, les maisons de retraite, etc. Par le biais du jardin, nous voulons contribuer à faire prendre conscience de l'importance des produits locaux et du soutien à l'économie informelle locale.

Le jardin alimentaire "CGH Noor Tofie" a été créé en exploitant les connaissances et l'expérience de la communauté. Il s'inspire des principes de l'action sociale, de la solidarité, de l'autonomie et de la coopération. Il répond au besoin croissant des communautés locales d'œuvrer à la sécurité et à la souveraineté alimentaires et de rompre la dépendance vis-à-vis des chaînes alimentaires extérieures. Nous espérons que le jardin aura un impact positif sur notre écosystème et qu'il sera un lieu de connaissance et d'apprentissage. Il fait partie de notre campagne plus large visant à récupérer des espaces inutilisés dans la ville du Cap et à les utiliser de manière à répondre aux besoins de la communauté en matière de logement et d'alimentation. Grâce à la coopération et à la vision, nous pouvons devenir plus autonomes et créer une société où la sécurité et la souveraineté alimentaires sont entre les mains des communautés locales.



Endnotes

- 1 Boeta est un titre honorifique en afrikaans utilisé pour un homme âgé
- 2 Oupa est un mot afrikaans qui signifie grand-père.
- 3 Le mot Afrikaans se traduit par 'arbre à bacon' en anglais. Cette plante sud-africaine est également appelée 'buisson d'éléphant' car elle fait partie de l'alimentation. Elle est utilisée comme nourriture et comme médicament, en particulier pour les affections cutanées
- 4 Mallow, une plante commune en Afrique Australe, utilisée comme aliment et médicament pour traiter les troubles de la peau, du tractus gastro-intestinal et respiratoire.

L'APPRENTISSAGE ET L'EDUCATION DES ADULTES (AEA) COMME REONSE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU SAHEL



Monsieur Mamadou Mariko est titulaire d'une Maîtrise en Histoire et Géographie obtenue à l'École Normale Supérieure de Bamako. Après avoir évolué pendant quinze (15) ans dans le domaine du développement rural, notamment la formation des adultes, il se spécialisa dans le domaine du changement climatique par l'obtention en 2010 d'un diplôme d'Études Supérieures Spécialisées à l'Université de California Davis, aux États Unis. Cette spécialisation est complétée par plusieurs stages de perfectionnement au Mali dont la formation sur la Réduction des risques, désastres et adaptation au changement climatique entre autres.

Dans le domaine de la formation des adultes et la planification adaptée au changement climatique, Monsieur. Mariko a animé de nombreuses sessions de formation des adultes ; il est l'auteur de plusieurs rapports sur la Planification Communale d'Adaptation au Changement



Une villageoise autochtone en train de collecter de l'eau

Climatique et sur le Plan de Gestion Environnementale et Sociale dans diverses régions du Mali de 2014 à nos jours.

Parallèlement à ses activités de formateur, à partir de 2006, Monsieur. Mariko se spécialisa dans la communication pour le développement à travers la formation sur la réalisation de film documentaire à l'Institut « Environment Fundation for Africa » à Freetown, République de Sierra Leone et au Centre des Services de Production Audiovisuelle (CESPA) à Bamako en 2010. Dans le domaine de la communication, il est l'auteur de plus de vingt (20) films de sensibilisation et de capitalisation sur les projets de développement au Mali.

Introduction

Cet article souligne l'importance de l'apprentissage et de l'éducation des adultes (AEA) au Sahel comme réponse aux impacts du changement climatique

y compris l'insécurité alimentaire. Cela explique le besoin d'éducation et de formation y compris les étapes importantes de la démarche préalable aux sessions de formation, telles que le partage d'informations, le diagnostic des problèmes, entre autres. Il propose également ce que ces sessions de formation pourraient intégrer

Contexte :

Les pays du Sahel, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, le Niger et le Tchad ont une économie principalement basée sur l'agriculture, l'élevage et la pêche. Ces pays sont parmi les plus pauvres et les moins développés du monde, et de nombreux habitants de la région dépendent encore de l'agriculture de subsistance pour leur survie. Ces dernières années, leurs vies et leurs moyens de subsistance sont menacés par l'aggravation des effets du changement climatique. La dégradation des sols et de la couverture végétale, ainsi que l'assèchement progressif des rivières et des lacs ne sont que quelques-uns des effets les plus visibles de ce phénomène. La région est également affectée par un faible niveau d'infrastructures de base (routes, électricité, eau potable, assainissement, écoles, etc.). La sécurité alimentaire est

un problème permanent pour une grande partie de la population.

Cette situation a été aggravée par une crise multidimensionnelle marquée par des attaques de groupes armés dans presque tous les pays de la région, situation née de la déstabilisation de la Libye en 2011. La pandémie de COVID 19 et l'instabilité politique endémique dans des pays comme le Mali, le Burkina Faso et le Tchad ont encore aggravé la situation.

Raison d'être de l'éducation des adultes sur le changement climatique au Sahel

La région du Sahel est divisée en quatre zones agro-climatiques principales :

- i. La zone désertique saharienne dans la partie la plus septentrionale, où l'on pratique l'élevage nomade et l'agriculture dans les zones de dépression ;
- ii. La zone sahélienne, caractérisée par des conditions hydrologiques et écologiques particulières (de nombreuses zones inondées permettent une agriculture pluviale irriguée pendant une partie de l'année) ;
- iii. La zone soudanaise, caractérisée par un couvert végétal dense et varié (savane soudanaise). Le climat est marqué par des températures très élevées (jusqu'à 45°C au nord) et alterne annuellement une saison des pluies et une longue saison sèche. Les précipitations diminuent du sud au nord selon une tendance générale observée depuis les cinq dernières décennies.
- iv. La zone pré-guinéenne qui couvre une partie du sud du Mali et du Burkina Faso, et qui a une pluviométrie plus élevée que les autres zones climatiques (1000 à 1100 mm par an).

Le changement climatique, qui s'accentue d'année en année, a un impact significatif dans toutes ces zones. Des saisons des pluies de plus en plus courtes et retardées, des vents violents, de graves sécheresses et des inondations inattendues deviennent la norme. Ces tendances



Demi-lunes pour la récupération des terres dégradées

sapent la résilience de la population locale. Les méthodes traditionnelles de garantie des moyens de subsistance ne suffisent plus et les conditions de vie dans la région se détériorent en conséquence. Les communautés rurales écologiquement fragiles et sujettes à la sécheresse sont particulièrement touchées, les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs étant les plus touchées. Chaque année, l'insécurité alimentaire chronique touche des milliers de personnes. Les bénéfices des investissements dans le développement communautaire sont en grande partie anéantis par les crises alimentaires de plus en plus fréquentes causées par la sécheresse.

Conscients de l'ampleur du problème, le gouvernement, les partenaires du développement et les organisations de la société civile ont lancé de nombreuses politiques et projets visant à renforcer la résilience de la population face au changement climatique. Cependant, en l'absence d'une coordination et d'une coopération efficaces entre les différents acteurs sur le terrain, les efforts sont fragmentaires et les impacts de ces initiatives bien intentionnées ne sont pas visibles dans la vie des communautés locales. Ce manque de coordination et de communication est encore aggravé par l'absence d'appropriation des projets par la population locale, qui est le bénéficiaire prévu des initiatives. En outre, il n'existe pas de cadre analytique pour aider les communautés à comprendre les causes profondes du problème. Par conséquent, elles ne font pas le lien entre le changement climatique, la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Face à ces effets négatifs, il est devenu urgent d'élaborer des plans efficaces d'adaptation au changement climatique susceptibles de garantir les moyens de subsistance des communautés locales et de préserver les acquis des initiatives de développement communautaire. Dans ce contexte, une priorité essentielle est de renforcer les capacités des groupes et des communautés les plus vulnérables.

Les dirigeants et les membres des communautés doivent être formés pour adapter leurs moyens de subsistance traditionnels à la nouvelle réalité d'un monde marqué par le changement climatique. Comme les communautés rurales peuvent facilement se réunir en groupes de cinq à trente villages, il est possible d'atteindre un grand nombre de personnes grâce à ces formations.

Conditions préalables à l'éducation et la formation

L'un des principes fondamentaux de l'éducation des adultes (et en fait de toute éducation) est la motivation de l'apprenant. Il doit comprendre et croire en la raison pour laquelle il apprend quelque chose. Cette motivation est renforcée si l'apprentissage est orienté vers la résolution de problèmes et le traitement de questions qui les concernent. Par conséquent, pour que la formation soit réussie, la première condition préalable est de sensibiliser les participants (par exemple, les élus locaux, les producteurs, les organisations d'agriculteurs, les organisations de la société civile, etc.). Cela leur permettra de mieux comprendre le problème et l'importance de la formation et facilitera la mise en œuvre des phases ultérieures de la formation.

Après l'information et la sensibilisation, un diagnostic participatif de la question doit être réalisé pour identifier les sous-secteurs (agriculture, élevage, pêche, etc.) et les ressources locales les plus touchés par le changement climatique. Grâce à différents outils participatifs, les impacts environnementaux et socio-économiques peuvent être identifiés, ainsi que les groupes les plus vulnérables et les différents niveaux de risque. Ce processus permet de discuter des

différentes pratiques et adaptations qui peuvent être mises en œuvre par la communauté pour combattre et atténuer les effets du changement climatique.

Étant donné qu'il n'est probablement pas possible de mettre en œuvre toutes ces mesures en même temps, l'étape suivante consiste à les classer par ordre de priorité et à décider lesquelles seront mises en œuvre en premier. Là encore, il existe de nombreux outils participatifs qui peuvent être utilisés pour l'analyse et le classement. Plusieurs éléments doivent être pris en compte dans ce processus, tels que :

- i. Le potentiel de la mesure à avoir un impact positif et significatif sur le problème.
- ii. Le coût (s'il est trop élevé, la mesure n'est peut-être pas réalisable).
- iii. L'impact sur l'environnement (par exemple, le stockage de fourrage pour le bétail afin de traverser la longue saison sèche du Sahel est généralement considéré comme une pratique positive, mais si des herbes immatures sont coupées trop souvent dans la même zone, cela peut entraîner la désertification).
- iv. L'impact socioculturel (même une mesure efficace peut être rejetée par une communauté si elle va à l'encontre des coutumes et traditions locales).
- v. Disponibilité des ressources locales (par exemple, la construction de barrières en pierre peut être efficace contre les inondations, mais elle n'est pas pratique dans une région où les pierres ne sont pas facilement disponibles). Les mesures adoptées doivent être réalisables avec les ressources locales disponibles - physiques et humaines.

Cette analyse, lorsqu'elle est mise en œuvre de manière efficace, conduira à la sélection de mesures d'adaptation et d'atténuation pertinentes et réalisables dans une zone donnée. La nature et le nombre de ces mesures guideront la conception ultérieure des modules de formation dont la communauté a besoin.

La formation

Après les étapes de partage de l'information et de sensibilisation, de diagnostic des problèmes, de sélection des options d'adaptation et d'atténuation et de leur hiérarchisation, vient l'étape de la conception des sessions de formation.



Formation pratique_ Construction de cordons pierreux

Trois aspects essentiels doivent être pris en compte :

- i. **La disponibilité des participants:** La formation des leaders communautaires sur les bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique étant principalement destinée aux populations rurales, il est nécessaire de réaliser l'activité pendant la saison sèche afin de ne pas déranger les agriculteurs pendant la courte saison des pluies au Sahel lorsqu'ils sont occupés à leurs travaux.
- ii. **Critères de sélection des participants à la formation :** L'appartenance à la famille du chef ou du maire ne doit pas être le critère de choix du participant. Les participants doivent être des personnes qui ont la confiance de la communauté villageoise et sur lesquelles on peut compter pour reproduire et répercuter la formation. Il doit également s'agir de membres de la communauté qui ne sont pas susceptibles de quitter la communauté de sitôt. Ce n'est pas un critère essentiel, mais il est recommandé qu'ils sachent lire et écrire, quelle que soit la langue. L'appartenance à la famille du chef ou du maire ne doit pas être un critère de choix des participants
- iii. **Respect du genre :** la formation ne doit pas être exclusivement réservée aux hommes. Les femmes faisant partie du groupe le plus vulnérable aux impacts du changement climatique, elles doivent être bien représentées dans les formations.

Ceux qui organisent la formation peuvent suggérer des critères de sélection, mais ne doivent pas intervenir dans le choix des participants, qui relève de la responsabilité exclusive de la communauté et de la municipalité. Outre les représentants des communautés, les conseillers municipaux et les

représentants des services techniques de l'État peuvent également participer à la formation. En général, les sessions devraient avoir lieu au chef-lieu du district local ou dans toute autre localité du district facile d'accès et offrant des facilités pour des réunions de ce type.

Une approche participative

Une formation pour adultes efficace nécessite une bonne interaction entre les participants, d'une part, et entre les participants et le formateur, d'autre part. Ainsi, le formateur abandonne sa position d'enseignant pour devenir un facilitateur ou un modérateur. Il facilite les relations au sein du groupe. Les adultes contribuent activement à leur propre formation. Par conséquent, le rôle du facilitateur n'est pas de transmettre des connaissances, mais plutôt de proposer des situations qui permettront à l'apprentissage d'avoir lieu. Les participants à l'éducation et à la formation des adultes arrivent aux formations avec un bagage de connaissances préalables et d'expériences de vie, qui doivent être valorisées et prises en compte dans la formation. Le formateur facilite le lien entre l'apprenant et le contenu de la formation (savoir, savoir-faire, savoir-être). Le facilitateur est aussi celui qui met en évidence le lien entre la formation et la vie quotidienne de l'apprenant.

Compte tenu du faible taux d'alphabétisation des adultes au Sahel, lors des sessions en milieu rural, les discussions doivent se dérouler dans les langues locales. Par ailleurs, pour une meilleure appropriation du contenu de la formation, l'accent doit être mis sur les démonstrations pratiques ; le programme doit consacrer du temps aux visites de terrain où le contenu théorique des modules peut être appliqué dans des situations réelles.

Propositions de modules

Le facilitateur doit développer des modules basés sur les problèmes et les priorités identifiés lors de la phase de diagnostic. Dans le contexte du Sahel, ces options concernent l'adaptation ou l'atténuation des impacts du changement climatique dans divers domaines liés à l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'approvisionnement en eau potable, les ressources forestières, etc. Avant d'introduire les modules, il est important que le facilitateur discute avec les participants de certains des principaux concepts et termes liés au changement climatique. Il s'agit notamment de la vulnérabilité, de la résilience, de l'adaptation, de l'atténuation, de l'exposition, de la susceptibilité, des gaz à effet de serre et des phénomènes météorologiques extrêmes. Les discussions doivent également porter sur les conséquences du changement climatique, ainsi que sur les stratégies et les mesures qui peuvent être utilisées pour s'y adapter et les atténuer. Ensuite, le facilitateur peut présenter les différents modules de formation, adaptés à la zone géographique et aux besoins des participants. Il peut s'agir des modules suivants:

- **Gestion durable des terres** : les technologies de gestion durable des terres comprennent l'utilisation de *demi-lunes*¹, de *digues en pierre*², de *fascines*³, de *digues filtrantes*⁴, de *zai*⁵, etc. La mise en œuvre de ces innovations permet de lutter contre l'érosion hydrique et éolienne, de réhabiliter les terres marginales ou dégradées et d'augmenter la fertilité des sols, entre autres. Une bonne pratique dans le domaine de l'agriculture est la mise en place de **champs-écoles paysans** où les agriculteurs peuvent être formés à l'utilisation de méthodes agricoles améliorées et de nouvelles techniques agricoles adaptées au contexte du changement climatique. En plus de cette innovation, l'introduction de l'utilisation de semences améliorées adaptées à une saison des pluies plus courte peut également être bénéfique. En combinant ces mesures, il est possible d'augmenter la production agricole et de réduire l'insécurité alimentaire.
- **Amélioration de l'élevage** : Pour les éleveurs, certaines bonnes pratiques pour lutter contre le changement



De petites fosses appelées Zais sont creusées avant la saison pour capter les rares eaux de pluie.



Formation à la transformation des produits maraîchers et forestiers non ligneux



Le maraîchage est utilisé pour générer des revenus et améliorer la nutrition

- climatique comprennent la réduction de la taille des troupeaux, une meilleure sélection génétique du bétail, la culture de plantes fourragères et le développement de zones de pâturage.
- **Renforcer les activités génératrices de revenus pour les femmes :** Les femmes faisant partie des groupes les plus vulnérables au changement climatique, il convient de donner la priorité aux activités génératrices de revenus pour les femmes. Par exemple, le développement des cultures maraîchères, la vente de produits agricoles et de produits forestiers non ligneux durables et l'octroi de microcrédits devraient être encouragés, entre autres.
 - **Amélioration de la pêche :** avec la diminution des eaux de surface disponibles, la promotion de la pisciculture dans les étangs et les mares, ainsi que l'approfondissement et l'empoissonnement des étangs piscicoles sont autant de mesures qui peuvent contribuer à améliorer la situation.
 - **Gestion forestière :** la conservation, le reboisement, la plantation d'arbres et la promotion des produits forestiers non ligneux (par la création et l'équipement de centres de fabrication locaux) sont quelques-unes des mesures d'atténuation possibles. La transformation des produits forestiers non ligneux permet d'ajouter de la valeur aux autres produits récoltés et d'augmenter les revenus des femmes. Les mêmes centres peuvent être utilisés pour transformer et conserver les produits agricoles pour la période de soudure.
 - **Stabilisation des dunes de sable :** Le changement climatique a accéléré le processus de désertification, entraînant l'avancée des dunes sur les habitations, les rivières et les champs. L'une des méthodes les plus efficaces pour lutter contre ce phénomène est la stabilisation des dunes grâce, entre autres, à la plantation de plantes telles que *Euphorbia balsmifera* ou *Leptadenia pyrotechnica*, qui peuvent être facilement cultivées à partir de boutures.
 - **Lutte contre la crise de l'eau au Sahel :** Les nappes phréatiques s'épuisant de plus en plus, il est nécessaire de creuser des puits pour fournir de l'eau potable aux hommes et au bétail. Le Sahel est l'une des plus grandes zones de pâturage du

bétail en Afrique. La construction de micro-barrages est une autre mesure qui peut être utilisée pour retenir l'eau pendant la longue saison sèche.

Il existe de nombreuses bonnes pratiques en matière d'adaptation au changement climatique. Le choix de celles à utiliser dépend de la zone climatique, ainsi que de la nature et du degré d'allocation des ressources par le secteur du développement. Seul un diagnostic permet de déterminer les pratiques adaptées à une zone donnée. Une phase pratique doit succéder à une formation approfondie sur les concepts théoriques de la lutte contre le changement climatique. Celle-ci peut se faire de deux manières : (i) des exercices pratiques peuvent avoir lieu sur le terrain des participants à la formation, ou (ii) des voyages d'étude peuvent être organisés pour visiter d'autres zones et procéder à des échanges avec des personnes qui mettent déjà en œuvre certaines de ces mesures.

Planification pluriannuelle

L'un des objectifs de l'éducation des adultes étant de trouver des solutions durables à des problèmes concrets, toute session de formation pour adultes axée sur les bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique doit inclure une planification pluriannuelle. Les mesures de lutte contre le changement climatique nécessitent souvent plus d'une année pour avoir un impact durable. Le plan doit comprendre des objectifs et des résultats escomptés pour chaque mesure à mettre en œuvre, ainsi qu'un calendrier indicatif et une localisation géographique pour la mise en œuvre. Le plan doit également être accompagné d'un budget détaillé indiquant les coûts annuels et la contribution des différents acteurs (famille, village, municipalité, gouvernement, autres partenaires, etc.). Enfin, un plan de suivi et d'évaluation

permettant aux acteurs eux-mêmes d'évaluer périodiquement l'évolution de leurs actions est nécessaire.

Conclusion

La formation des adultes aux bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique au Sahel n'est pas une activité isolée. Comme nous l'avons vu, elle doit être précédée de diverses autres activités telles que le partage d'informations, le diagnostic des problèmes et la sélection des mesures d'adaptation. Elle doit également être suivie d'actions concrètes basées sur des plans d'action élaborés de manière participative. Le but ultime de la formation est d'aider à réduire la vulnérabilité et à renforcer la capacité et la résilience des communautés rurales du Sahel pour lutter contre les impacts du changement climatique, qui est devenu une réalité indéniable dans le monde d'aujourd'hui. Ce n'est qu'en s'attaquant aux effets du changement climatique et en s'adaptant à leurs conséquences que nous pourrons atténuer le problème de l'insécurité alimentaire qui touche chaque année de plus en plus de communautés à travers le continent. L'éducation des adultes est un outil clé à notre disposition dans cette bataille.

Endnotes

- 1 Structures semi-circulaires faites de terre compactée ou de pierres avec des ouvertures perpendiculaires à la direction de l'écoulement de l'eau, utilisées pour la rétention des eaux de pluie sur les sols secs et dégradés.
- 2 Constructions linéaires en pierre utilisées pour ralentir l'écoulement des eaux de pluie et piéger les sols fertiles.
- 3 Structures de branches entrelacées utilisées comme barrages pour ralentir les impacts de l'érosion des sols.
- 4 Barrages en pierre utilisés pour réguler le flux d'eau et ralentir l'érosion des sols.
- 5 Petites fosses creusées dans le sol avant la saison des pluies pour capturer l'eau de pluie rare.



Formation sur la fixation des dunes

CONTRIBUTION DES VULGARISATEURS ADULTES AUX SYSTEMES ALIMENTAIRES COMMUNAUTAIRES AU BOTSWANA



Keba Hulela est une Professeure Agrégée dans le domaine de l'enseignement de l'agriculture à l'Université du Botswana *Botswana Agriculture and Natural Resources (BUAN)*. Elle est titulaire d'une licence dans l'enseignement de l'agriculture de l'université du Swaziland), maintenant Eswatini, une maîtrise en sciences de l'éducation et de la formation dans le domaine de l'agriculture de l'Université de Reading, Royaume-Uni et un doctorat en enseignement agricole et études de l'Université des Sciences et Technologies de l'Etat de l'Iowa, aux Etats-Unis d'Amérique. Professeur Hulela enseigne au premier cycle et au niveau du cours d'études supérieures pour étudiants-enseignants et vulgarisateurs et supervise les recherches et activités de terrain des étudiants-enseignants et des éducateurs d'adultes.

Introduction

Cet article porte sur un programme de *Diplôme Spécial en Vulgarisation Agricole* qui s'est déroulé de 2014 à 2022 à l'Université d'Agriculture et de Ressources Naturelles du Botswana (BUAN). Ce programme, destiné aux adultes, praticiens de la vulgarisation agricole (AEP), visait, entre autres, à répondre aux problèmes d'insécurité alimentaire au Botswana. Le programme a pris fin parce que le Ministère de l'Agriculture, qui en avait fait la demande, ne pouvait plus parrainer son personnel. Cet article commence par une brève présentation de l'insécurité alimentaire, puis du programme de diplôme spécial et de la manière dont il visait à aborder cette question très importante.

Qu'est-ce que l'insécurité alimentaire ?

Les résultats d'une étude réalisée par "Statistics Botswana (2023)" indiquent que 53,29% de la population était touchée par une insécurité alimentaire modérée ou grave en 2021/22, dont 27,13 % par une insécurité alimentaire modérée et 26,16 % par une insécurité alimentaire grave. Cela signifie qu'environ 46,71 % de la population est en sécurité alimentaire ou en insécurité alimentaire légère.

Plusieurs facteurs contribuent à l'insécurité alimentaire, notamment le manque d'accès ou l'accès limité à la nourriture en raison de l'absence de revenus faibles ou irréguliers, la migration des zones rurales vers les zones urbaines et la faible production alimentaire causée par des précipitations peu fiables, une sécheresse prolongée et/ou des températures élevées dues au changement climatique. Parmi les autres facteurs, citons l'insuffisance des technologies et des infrastructures

disponibles pour la production alimentaire, ainsi que les ravageurs et les maladies.

Malgré les subventions accordées par le gouvernement du Botswana et le soutien apporté par les organisations internationales au système agricole pour lutter contre l'insécurité alimentaire, la pauvreté et la malnutrition persistent. Ce problème n'est pas propre au Botswana, et des études ont montré que l'insécurité alimentaire est une préoccupation mondiale, en particulier après la pandémie de COVID-19 (Buheji et al., 2020).

Le Botswana fait partie des 193 pays membres des Nations unies qui ont approuvé l'Agenda 2030 pour Développement Durable à l'horizon 2030. Le deuxième des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) vise à mettre fin à la faim, à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer la nutrition tout en faisant la promotion l'agriculture durable. Le gouvernement du Botswana a élaboré plusieurs stratégies pour y répondre. Asefa (1991) fait référence à la stratégie alimentaire nationale dont l'objectif à long terme est d'accroître la sécurité alimentaire grâce à l'amélioration de la production agricole et à une économie rurale diversifiée, et dont l'objectif à court terme est d'assurer la sécurité alimentaire des personnes les plus vulnérables du pays.

L'insécurité alimentaire modérée ou grave survient lorsqu'une personne ou un ménage a un accès limité ou incertain à une nourriture suffisante et saine en raison de limitations financières ou d'autres contraintes. En conséquence, les gens peuvent être amenés à faire des compromis sur la qualité et la quantité de leur alimentation, mais ils ne souffrent pas nécessairement de faim ou de famine extrême (Statistics Botswana, 2023).

Le rôle des AEPs

Le lien entre l'éducation des adultes et le développement agricole a toujours été

fort et continue de l'être. Les principes de l'apprentissage des adultes, tels que l'autodétermination, le besoin de savoir de l'apprenant et la volonté d'apprendre, sont des caractéristiques que l'on retrouve couramment dans les groupes agricoles. En outre, les agriculteurs, comme les autres apprenants adultes, choisissent quand et s'ils veulent participer aux formations. L'apprentissage doit être pertinent et utile pour leur vie quotidienne et leurs moyens de subsistance.

Au Botswana, la contribution des "AEPs" au développement des systèmes alimentaires communautaires et, par conséquent, à la réalisation de la sécurité alimentaire est essentielle. Les "AEPs" sont des professionnels de première ligne qui soutiennent les communautés en les sensibilisant, en diffusant des connaissances basées sur la recherche, en démontrant des compétences, telles que les mesures de contrôle des parasites affectant les cultures, entre autres. Ils offrent une assistance pratique et un soutien psychologique, émotionnel et cognitif. Indraningsih et al. (2023) et Post (2011) affirment que les "AEPs", en tant qu'éducateurs, fournissent aux parties prenantes des systèmes alimentaires la sensibilisation et l'éducation dont elles ont tant besoin, notamment en matière d'orientation technique, de gestion, etc. Un certain nombre de chercheurs (Abdu, 2016 ; Brenya & Zhu, 2023) affirment que les "AEPs" jouent un rôle essentiel en aidant les agriculteurs à accroître la production agricole et, par conséquent, en contribuant à la réalisation de la sécurité alimentaire.

La BUAN et le Programme Spécial de Diplôme

Afin de contribuer à la stratégie de renforcement de la sécurité alimentaire dans le pays, le BUAN a conclu en 2014 un accord avec le Ministère de l'Agriculture pour développer un programme de deux ans visant à faire passer les agents de vulgarisation d'un niveau de certificat à un niveau de diplôme. Ce programme spécial de vulgarisation agricole, hébergé au sein du Département de l'Enseignement Agricole, de la Vulgarisation et du Développement Rural, a débuté au

cours de l'année universitaire 2014/15. Il a été conçu pour permettre aux vulgarisateurs agricoles de relever les défis des agriculteurs en matière de sécurité alimentaire.

Tableau 1: Compétences des "AEPs"

- Education à l'autonomisation pour les discussions et la résolution de problèmes.
- Compétences de leadership pour la connaissance de soi.
- Développement d'une éducation tenant compte du lieu.
- Apprentissage fondé sur les points forts, basé sur le questionnement et l'appréciation des expériences des collègues et de la communauté.
- Communication (promotion des activités de la ferme, écriture de personne à personne, rédaction des rapports de classe).
- Résolution de problèmes et prise de décision.
- Compétences informatiques grâce à la recherche d'informations.
- Travail d'équipe grâce à la coopération et à la collaboration avec les chefs de village, les Dikgosi (chefs), les démonstrateurs agricoles, les entreprises locales et les magasins de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.
- Apprentissage par l'expérience.
- Autodétermination.
- Connaissances en matière de développement communautaire.
- Capacité à former des partenariats par le biais de l'apprentissage participatif.
- Apprentissage d'agriculteur à agriculteur - partage d'idées et d'expériences.
- Évaluation des besoins.

Source : *Compilation à partir des cours du Diplôme en éducation à la vulgarisation (DEE) (2014) et d'anciens étudiants sur la base de Pamphilon (2017)*.

Le programme a permis aux communautés agricoles situées dans un rayon de 30 km autour de la "BUAN" de travailler avec la "BUAN" et les "AEPs" à la mise en place de systèmes alimentaires communautaires afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et d'améliorer les moyens de subsistance. Par exemple, un cours intitulé *Projets de vulgarisation* a été proposé sur la base d'un stage pour aider à renforcer les capacités de la communauté agricole locale et pour exposer les "AEPs" à des expériences réelles de systèmes alimentaires communautaires.

Les anciens étudiants interrogés dans le cadre de cet article ont révélé que les "AEPs" utilisaient des méthodes pratiques telles que des "*enquêtes de profilage des agriculteurs*" pour identifier les problèmes affectant les systèmes de production agricole. Un étudiant a indiqué qu'un cours intitulé "*Communication pour le Développement*" les avait préparés à l'établissement de profils communautaires et à la participation à des organisations de développement, tandis que les *Etudes Informatiques* les avaient initiés à l'utilisation d'ordinateurs pour accéder à des données et à des informations à des fins de vulgarisation.

Chaque cours du programme offre différentes compétences, comme le montre le tableau 1 ci-dessous.

Après réflexion, les étudiants ont indiqué que l'engagement actif favorisait les stratégies de coopération et de travail en équipe. Un cours intitulé "*Principes de la Vulgarisation et de l'Education Comparée à la Vulgarisation*" traitait des méthodes de vulgarisation, des approches et de leurs applications en reliant les acteurs de la vulgarisation aux partenariats et à la collaboration. Le programme de diplôme a favorisé l'établissement de liens entre la communauté agricole et les concepteurs de cours et les instructeurs de l'université. Les "AEPs" peuvent transférer les connaissances de la salle de classe à la vie "réelle" et identifier et résoudre les problèmes rencontrés par les agriculteurs et la communauté de manière participative (par exemple, l'infestation des cultures par des parasites affectant la production agricole).

Grâce à ce programme diplômant, les "AEPs" ont contribué au développement de la communauté en utilisant des approches de vulgarisation participatives adaptées au développement agricole. Il est également possible de diffuser les résultats de la recherche auprès d'un plus grand nombre d'agriculteurs à l'avenir.

Les AEPs en action

La promotion 2021/22 a mené des enquêtes pour identifier les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs des villages de Matebeleng, Dikgonyne et Malotwane. L'un des problèmes identifiés était l'inaccessibilité au financement de la production et de la commercialisation. Il s'est avéré que cette situation était due à une diffusion inadéquate de l'information, c'est-à-dire à l'incapacité de fournir aux agriculteurs des informations sur les institutions de financement potentielles et sur les stratégies de commercialisation viables. En réponse à cette situation, les "AEPs" du programme de la "BUAN" ont organisé un atelier d'une journée intitulé "Relier les agriculteurs au marché de l'horticulture". Y ont participé des organismes de financement locaux potentiels, des marchés et des supermarchés tels que Spar, Sefalana Hyper et Choppies, ainsi que le Ministère de l'Education et du Développement des Compétences.

Un autre exemple de l'importance du travail des AEPs est la démonstration agricole menée par la promotion 2022/23 dans le village de Kgalapitse, dans la zone d'extension du village d'Oodi. Cette activité a été réalisée en partenariat avec des parties prenantes, telles que l'Institut de Formation Bosa Bosele, la Société de Distribution Agri-Chem et le Bureau de Vulgarisation Agricole du District du Ministère du Développement Agricole et de la Sécurité Alimentaire. Cette activité a permis de démontrer les compétences



Identification des colonies d'insectes nuisibles creusées de la fourmilière des champs de culture de Kgalapitse



Démonstration sur le terrain par les AEP de la BUAN dans le Village de Kgalapitse, près d'Oodi

liées au contrôle des fourmilières dans les champs de culture sous le thème *Twantsho diji mo dijalong* ("contrôle des ravageurs dans les cultures en plein champ"). Les "AEPs" ont montré le processus de destruction des fourmilières et les résultats positifs de cette opération pour la production agricole. Grâce à cette démonstration sur le terrain, les agriculteurs ont appris à contrôler les colonies de fourmis dans les champs de culture. Ils ont appris que la chose la plus importante lors de la destruction de fourmilières dans un champ de culture est de détruire la reine bien en dessous de la fourmilière. La démonstration a montré qu'il s'agit d'une stratégie facilement réalisable et abordable.

Conclusion

Face au défi de l'insécurité alimentaire au Botswana, ce programme spécial de diplôme a permis aux "AEPs" d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour aider les agriculteurs et les membres de la communauté à relever les défis des systèmes alimentaires. L'accent a été mis sur l'aide à la sécurité alimentaire. L'apprentissage a été réciproque dans la mesure où les "AEPs" et la "BUAN" ont également appris des agriculteurs et des membres de la communauté. C'est l'éducation des adultes en action - des adultes qui apprennent et font et, surtout, qui apportent une contribution positive à l'atténuation d'un problème socio-économique pressant.

Références

- Abdu, I. (2016). Roles of Agriculture Extension to Achieve Food Security and Improve Rural Livelihood. *Proceedings of ISER International Conference*, Abu Dhabi, UAE, 07th Mars 2016, ISBN: 978-93-85973-62-8.
- Asefa, S. (1991). Enhancing Food Access in Africa: The Botswana Experience. *Studies in Comparative International Development*, 26, 59-83. Extrait de <https://doi.org/10.1007/BF02687175>
- Brenya, R., & Zhu, J. (2023). Agricultural Extension and Food Security - The Case of Uganda. *Global Food Security*, 36. Extrait de <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2023.100678>
- Buheji, M., da Costa Cunha, K., Beka, G., Mavrić, B., Leandro do Carmo de Souza, Y., Souza da Costa Silva, S., Hanafi, M., & Chetia Yein, T. (2020). The Extent of COVID-19 Pandemic Socio-Economic Impact on Global Poverty. A Global Integrative Multidisciplinary Review. *American Journal of Economics*, 10(4), 213-224. Extrait de <https://doi:10.5923/j.economics.20201004.02>
- Indraningsih, K.S., Ashari, A., Syahyuti, S., Anugrah, I.S., Suharyono, S., Saptana, S., Iswariyadi, A., Agustian, A., Purwantini, T.B., Ariani, M. & Mardiharini, M. (2023). Factors Influencing the Role and Performance of Independent Agricultural Extension Workers in Supporting Agricultural Extension. *Open Agriculture*, 8(1). Extrait de <https://doi.org/10.1515/opag-2022-0164>
- Pamphilon B. (2017). The Farmer-to-Farmer Adult Learning Manual: A Process and Resources for the Development of Farmers as Peer Educators. Canberra: Australian Centre for International Agricultural Research.
- Post, A. (2011). *Nordic Stakeholders and Sustainable Catering*. Gothenburg Studies in Educational Sciences 303. Göteborg: ACTA Universitatis Gothoburgensis.
- Statistics Botswana. (2023). *Prevalence of Food Insecurity in Botswana 2021/22*. Statistics Botswana. Extrait de <https://statsbots.org.bw/sites/default/files/publications/PREVELANCE%20OF%20FOOD%20INSECURITY%20IN%20BOTSWANA%202021-22.pdf>
- United Nations. (2023). *The Sustainable Development Goals Report 2023: Special Edition*. United Nations. Extrait de <https://unstats.un.org/sdgs/report/2023/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2023.pdf>





LA LUTTE POUR UN SYSTEME ALIMENTAIRE COMMUNAUTAIRE DANS LA PROVINCE DU CAP ORIENTAL EN AFRIQUE DU SUD



Nohlumelo John est une agricultrice communautaire dans le "Parc Booysen". Elle a été formée à sa tendre enfance par ses propres parents. Elle utilise ses produits pour nourrir les habitants Parc Booysen qui manquent de médicaments antituberculeux à cause de la faim.



Siyabulela Mama est un membre du comité Nelson Mandela "bay water crisis" et de l'assemblée des Sans-emplois. Il est chercheur au "Centre for Integrated Post-School Education and Training (CIPSET)" de l'Université Nelson Mandela et fait partie de "Amandla Magazine".



Vuyokazi Made est une agricultrice de basse-cour, coordinateur pour "Amandla! Port Elisabeth" et militant de l'Assemblée des Sans Emplois



Sibusiso Myoli est un guérisseur traditionnel, étudiant en finance et agriculteur communautaire à Wells Estate



Nombulelo Sineke est une agricultrice communautaire.



Ziphozethu Vani est un agronome et un petit exploitant agricole.

Le groupe se présente sous le nom de "**Abamelwane**", un mot isiXhosa signifiant "**voisins**" en français.

Introduction

Cet article cherche à démontrer certaines des voies et possibilités de la souveraineté alimentaire en explorant le cas d'un système alimentaire communautaire à Nelson Mandela Bay, en Afrique du Sud. Il examine la convergence du chômage, de la pauvreté et de l'inégalité qui est à l'origine d'un stress et d'une anxiété indiscutables pour tant de communautés ouvrières. Il montre comment la mise en place d'un système alimentaire communautaire peut constituer une alternative libératrice pour les communautés qui luttent pour leur survie. La création de systèmes alimentaires communautaires n'est pas seulement une forme de résistance à la triade chômage, pauvreté et inégalité qui affecte les communautés sud-africaines, c'est aussi un processus thérapeutique qui peut donner aux communautés les moyens d'agir. Enfin, nous examinons comment l'Apprentissage et l'Education des Adultes (AEA), qui s'appuient sur les pratiques locales et traditionnelles des communautés, constituent un élément essentiel à inclure à tous les stades du processus de développement des systèmes alimentaires communautaires.

La Banque Mondiale¹ a récemment publié un rapport indiquant que l'Afrique du Sud a le taux de chômage le plus élevé au monde. L'Afrique du Sud a également l'une des distributions de revenus les plus inégales au monde, comme le montre le coefficient² de Gini. Dans la Municipalité de Nelson Mandela Bay, située sur les rives de la baie d'Algoa dans la Province du Cap-Oriental, où nous travaillons, nous avons découvert qu'entre avril et septembre 2022, 10 enfants sont décédés des suites de la malnutrition et 108 autres ont été hospitalisés.

La crise économique de l'Afrique du Sud a plongé de nombreuses communautés ouvrières dans une situation précaire, exacerbée par la pandémie de COVID-19. Le problème de l'insécurité alimentaire était déjà évident auparavant, mais il s'est aggravé au cours des dernières années. Le travail de la terre pour produire de la nourriture localement est apparu comme un moyen de lutter contre ce problème. Il s'agit d'un processus de guérison qui ne se limite pas à la création de moyens de subsistance, mais qui nous permet également de trouver la paix.

Contexte de l'initiative

Nous sommes un groupe d'agriculteurs communautaires travaillant dans différentes communes de Nelson Mandela Bay - Kwadwesi Extension, Kwazakhele, Wells Estate et Boyseens Park. Ceux d'entre nous qui vivent à Boyseens Park étaient autrefois basés dans un endroit appelé Veeplaas, mais nous avons été relogés car c'est là que le gouvernement a construit nos maisons RDP³. C'est là que nous avons commencé à devenir des agriculteurs communautaires.

Nous avons une longue histoire d'activisme, en grande partie grâce à notre partenariat avec le Centre for Integrated Post-School Education and Training (CIPSET) de l'université Nelson Mandela. Cela se fait par le biais de leur programme d'éducation communautaire et, plus récemment, de leur programme de sécurité alimentaire, qui est lié à leur travail sur l'éducation communautaire.

Lorsque nous nous sommes installés dans cette région, il n'y avait pas d'infrastructures appropriées ni de magasins locaux pour acheter les produits d'épicerie. Là où il y avait des magasins, le prix élevé des denrées alimentaires, qui a augmenté de façon exponentielle pendant la pandémie de COVID-19, signifiait que l'achat de produits alimentaires n'était pas possible pour de nombreuses personnes. Face à cette situation, nous avons décidé de nous rassembler et de prendre les choses en main. Nous avons décidé de commencer à cultiver des aliments dans nos propres jardins et de partager les produits entre nous, comme nous l'avions fait dans nos communautés rurales.

Se rassembler en tant qu'agriculteurs communautaires à eBhayi⁴, dans la Province du Cap oriental

Nous avons récemment rendu visite à des pêcheurs dans la région rurale de Coffee Bay, dans la province du Cap-Oriental.



Nohlumelo John arrosant son jardin dans le parc Booyse

Il est réconfortant de voir comment, après avoir passé la journée en mer, ils partagent leur récolte avec leurs voisins. L'odeur du poisson frais en train de cuire émane de chaque maison. Cela témoigne d'un niveau de solidarité qui réapparaît dans de nombreuses communautés, un niveau qui peut aider à construire des communautés en sécurité alimentaire. Une fois les besoins de la communauté satisfaits, le surplus de poisson est vendu aux touristes pour générer un revenu supplémentaire. Cet exemple nous a beaucoup inspirés.

À Wells Estate, dans l'eBhayi, beaucoup d'entre nous, comme ailleurs dans le pays, ont eu du mal à trouver du travail en dépit de leurs compétences et de leurs connaissances. Nous avons donc entamé des discussions pour voir comment nous pourrions tirer parti des ressources disponibles localement. Nous nous sommes intéressés à la forêt qui se trouve derrière nos maisons. Nous avons décidé de défricher 10 hectares afin de créer un jardin potager. Nous avons pu cultiver suffisamment de nourriture pour notre propre consommation, et même produire un surplus que nous pouvons vendre à la communauté locale.

Nous avons vu beaucoup d'autres membres de notre communauté utiliser des parties de la forêt pour faire enclore⁵ leur bétail et nous avons pu utiliser le fumier ainsi obtenu pour notre agriculture. De nombreuses personnes occupent également des terres pour y construire des cabanes. Cependant, il s'agit de terres municipales (ils risquent donc d'avoir des problèmes plus tard). Nous avons décidé de créer des comités d'agriculteurs pour gérer l'utilisation des terres dans la forêt. De nombreuses personnes nous ont rejoints dans ce projet et nous sommes maintenant en mesure de fournir des conseils aux personnes qui cherchent un endroit pour vivre.

Façons de connaître et d'apprendre

Les connaissances locales et traditionnelles sont basées sur les connaissances et les compétences développées au fil du temps par les individus et les communautés et qui sont spécifiques à l'endroit où ils se trouvent. Elles sont ancrées dans leurs moyens de subsistance et sont dynamiques, évoluant en fonction des besoins de la communauté. Ainsi, nous consultons toujours les membres de la communauté lors de la mise en œuvre d'initiatives, car ils possèdent des connaissances inestimables sur la région dans laquelle ils vivent, y compris, par exemple, sur l'utilisation traditionnelle des plantes médicinales. Comme nous l'avons mentionné, cette approche est également inspirée par nos homologues pêcheurs des environs, qui pêchent le poisson pour gagner leur vie.

Les compétences que nous avons acquises en tant qu'adultes en grandissant dans les zones rurales, ainsi que celles acquises au cours de la pandémie de COVID-19, sont le fruit de la mise en pratique de ces compétences - l'apprentissage par la pratique. Cet apprentissage est ancré dans notre culture, notre histoire, nos croyances, nos attitudes, nos processus de pensée, notre langue et notre vision du monde⁶.

Nous avons acquis des connaissances en matière d'agriculture en vivant dans nos maisons rurales avant même d'émigrer en ville pour y travailler, du moins certains d'entre nous. D'autres ont commencé à cultiver pour la première fois pendant les périodes désespérées de COVID-19. Grâce au soutien du CIPSET, qui nous a réunis dans le cadre d'assemblées alimentaires constituant une forme d'apprentissage entre pairs, nous avons pu transférer ces compétences agricoles des agriculteurs les plus expérimentés aux moins expérimentés, et même aux débutants.

Les assemblées alimentaires sont des groupes où nous nous réunissons et partageons nos expériences avec d'autres. Par exemple, si quelqu'un a un problème de ravageurs qui mangent ses récoltes, il peut en parler à l'assemblée et le partager avec d'autres dans le but de trouver une solution. D'autres ont peut-être déjà rencontré le même problème et savent comment y



Agriculteurs de la communauté Sibanye à Kwazakhele avec les membres de la coopérative Saltuba-réunion de la banque de semences

remédier. Cet apprentissage entre pairs est un autre élément qui nous aide à survivre et nous incite à travailler ensemble dans la solidarité alors que nous luttons pour mettre en place des systèmes alimentaires communautaires. Il nous a également aidés à mieux comprendre les causes profondes des problèmes et les raisons politiques pour lesquelles nous continuons à lutter.

Plus forts ensemble

La solidarité que nous avons encouragée par notre travail en tant qu'agriculteurs communautaires s'exprime de diverses manières. Par exemple, dans le cadre de notre travail, nous sommes confrontés à un problème permanent de pénurie d'eau. Nous devons transporter de l'eau dans des seaux depuis nos maisons jusqu'à nos jardins. Par conséquent, outre la question de l'accès à la terre, nous avons également pris conscience que l'accès à l'eau est un autre facteur essentiel à prendre en compte pour parvenir à la sécurité alimentaire. Par conséquent, nous avons également rejoint une campagne sur la souveraineté de l'eau.

La solidarité communautaire s'est développée et aide les gens d'autres manières. Par exemple, les personnes qui prennent des médicaments contre la tuberculose ou d'autres maladies doivent s'alimenter correctement pendant leur traitement. Elles doivent s'assurer qu'elles disposent d'une alimentation adéquate pour faciliter leur guérison. Ce qui a commencé comme une initiative visant à fournir de la nourriture aux gens, aide également les personnes souffrant de problèmes de santé à faire face à leur maladie. Une cuisine communautaire a également été mise en place pour les patients de notre clinique locale au moins une fois par semaine.

Dans la communauté de Sibanye, à Kwazakhele, les agriculteurs considèrent que l'agriculture communautaire est inspirée par toute une série de problèmes. Par exemple, nous avons constaté que nous achetions tout dans les supermarchés, même des aliments que nous pourrions cultiver nous-mêmes. Nous avons décidé de nous mettre au défi de rompre cette dépendance en produisant notre propre nourriture. L'agriculture communautaire contribue également à mobiliser les jeunes pour qu'ils s'attaquent non seulement à la pauvreté et au chômage, mais aussi à la toxicomanie et à l'alcoolisme, qui sont endémiques dans la communauté de Kwazakhele. Nous nous sommes également penchés sur les décharges illégales, en particulier les *gap tips*⁷, et avons constaté que ces zones pouvaient elles aussi être transformées en jardins communautaires. Nous avons organisé un certain nombre de réunions communautaires pour promouvoir cette idée, qui a été largement accueillie et soutenue.

À Kwadwesi Extension, le Groupe d'Etude Amandla a créé des *jardins d'arrière-cour*. Cette initiative est née des discussions des groupes d'étude qui se sont penchés sur diverses questions communautaires, principalement sur le problème généralisé du chômage. Nous voulions que les groupes d'étude mènent des actions pratiques pour répondre aux problèmes discutés, et nous avons choisi le projet agricole comme une intervention simple et efficace dans laquelle les gens pouvaient s'impliquer. Comme nous l'avons vu plus haut, les jardins communautaires ne contribuent pas seulement à atténuer l'insécurité alimentaire dans les communautés, ils rassemblent également les gens dans une atmosphère de solidarité où ils peuvent se mobiliser sur d'autres sujets qui les intéressent, tels que les OGMs (Organismes Génétiquement Modifiés), l'austérité, le chômage, la criminalité

et la toxicomanie, etc. Nos discussions et nos activités nous ont amenés à rejoindre la campagne sud-africaine pour la souveraineté alimentaire, car nous pensons que nous ne surmonterons le problème de l'insécurité alimentaire qu'en nous efforçant d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires au sein de nos communautés et en supprimant la dépendance à l'égard des systèmes alimentaires extérieurs.

L'importance de la langue

Réfléchir à ce travail nous a également amenés à nous interroger sur la manière dont nous utilisons le langage et sur la façon dont certains mots peuvent parfois affaiblir le sens d'un travail humaniste important. Nous n'appelons pas notre travail *jardinage*. Il s'agit d'un mot anglais le plus souvent associé aux loisirs de la classe moyenne, ou souvent au travail effectué par des hommes de la classe ouvrière dont le travail a été marginalisé et racialisé dans notre société. Le mot *jardinier* ne décrit pas correctement ce que nous faisons. Il ne permet pas de saisir l'essence du travail socialement utile effectué par les hommes et les femmes de la classe ouvrière dans les communautés urbaines et rurales. Les termes *isiXhosa ukulima* (cultiver) et *abalimi* (agriculteurs) sont utilisés par les personnes impliquées dans l'agriculture communautaire pour se désigner et désigner leur travail dans nos communautés. Ces mots valorisent mieux le travail important qu'elles accomplissent.

Une nouvelle vision du monde

Nous sommes parfaitement conscients que la souveraineté et la sécurité alimentaires sont des questions brûlantes en Afrique du Sud, intimement liées à l'accès à la terre. Bien que les agriculteurs communautaires récupèrent et régénèrent les terres dans les écoles, les cliniques et les espaces publics précédemment négligés, la quantité de terres reste très marginale. Le problème est d'autant plus difficile à résoudre que l'État considère généralement les terrains urbains disponibles comme des espaces potentiels pour le logement et non pour la production alimentaire locale. Cela contraste fortement avec le point de vue des communautés

qui s'installent parfois de manière informelle sur des terrains destinés à la construction de logements. Pour mieux servir les communautés, les terres devraient être réservées à une variété d'objectifs sociaux, y compris l'agriculture urbaine. L'école maternelle Silindokuhle, située dans le quartier Joe Slovo au Cap, en est un exemple : les agriculteurs Wathint'Abafazi y cultivent leur propre nourriture. L'urbanisme devrait prendre en compte les idées et les souhaits des communautés lorsqu'il s'agit de décider de l'attribution des terres et des processus de planification. Cela permettrait de mieux reconnaître l'agriculture urbaine communautaire et d'en accroître les possibilités.

Nous reconnaissions que beaucoup d'entre nous cultivent des terres municipales qu'ils ont occupées et que la municipalité peut se présenter à tout moment avec un plan de développement pour ces terres. C'est pourquoi nous plaidons actuellement en faveur de baux de 10 ans pour les terres que nous occupons, afin que nous soyons plus en sécurité et que notre situation soit moins précaire. Nous comprenons également que notre lutte pour la sécurité et la souveraineté alimentaires remet en question l'hégémonie de l'agriculture industrielle à grande échelle et l'économie politique des multinationales en Afrique. D'une part, cette industrie produit beaucoup de nourriture pour le grand marché, mais d'autre part, elle exacerbe le problème de l'insécurité alimentaire qui affecte les communautés pauvres à travers le continent. Par conséquent, notre lutte est également un acte de protestation et de plaidoyer contre le complexe agro-industriel en Afrique qui se concentre sur la mécanisation et la technologie pour réaliser des économies d'échelle qui ne sont pas durables pour l'environnement, ni pour la race humaine.

Conclusion

Notre voyage nous a appris que nous avons tous le devoir d'œuvrer au développement de systèmes alimentaires alternatifs. Nous devons mobiliser les communautés afin qu'elles soient mieux équipées pour s'organiser et s'engager dans des activités visant à maintenir leurs moyens de subsistance. Cela implique d'éduquer les gens pour qu'ils comprennent les liens avec d'autres questions importantes telles que le droit à la terre, à l'eau, à l'énergie et à un environnement sûr. Notre combat est



Sibusiso Myoli et Mzikazi Nkata repiquent de nouveaux plants (Wells Estate Community Farm)

également celui d'un meilleur leadership, qui valorise les droits et les besoins de tous les membres de la société et réalise que notre environnement est une ressource limitée. En cours de route, nous nous sommes appuyés sur une mine de connaissances et d'expériences locales acquises par nos communautés. Nous continuons à tisser des liens avec d'autres mouvements alimentaires en Afrique du Sud et sur le continent, car ce n'est que par la solidarité avec d'autres communautés africaines que nous pourrons gagner la lutte pour la sécurité et la souveraineté alimentaires.

Endnotes

- 1 <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=ZA>
- 2 <https://www.statista.com/statistics/264627/ranking-of-the-20-countries-with-the-biggest-inequality-in-income-distribution/#:~:text=Gini%20Index%20countries%20with%20the%20biggest%20inequality%20in%20income%20distribution%202021&text=South%20Africa%20had%20the%20highest.a%20Gini%20score%20of%2063.>
- 3 RDP houses are government subsidized housing for low-income families as part of the Reconstruction and Development Programme (RDP) initiated in 1994.
- 4 eBhayi (sometimes iBhayi) in Xhosa means "the bay". Although iBhayi is the name used for the collection of predominantly black townships north of Port Elizabeth, it is also used as a name for the city.
- 5 Enclose (bétail) dans un kraal.
- 6 Voir Della Porta, T. & Cafarella S, 2011. *Capturing the Voices of Learners from Non-Western and Indigenous Cultures: Links to Learning and Adulthood*.
- 7 Des sites de décharge communautaires de l'ère de l'apartheid qui desservaient 36 ménages locaux. Maintenant inutilisés, ils sont adaptés à la production alimentaire

LE ROLE DE LA SOUVERAINETE DES SEMENCES DANS LA REALISATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DU PROJET D'IRRIGATION DU RIZ DE LIMPHASA, MALAWI



Sangwani Tembo détient une maîtrise en Études environnementales et une Licence en Sciences sociales, spécialité Anthropologie de l'Université Catholique du Malawi. Il est également titulaire d'un certificat de participation à l'éducation des adultes et le développement. Sangwani est maître de conférences au Département d'Anthropologie de l'Université Catholique du Malawi et prépare actuellement un doctorat en Sciences humaines, spécialité Anthropologie à l'Université de Rhodes (Sud Afrique). Son axe de recherche est focalisé sur les systèmes de connaissances autochtones.



Ellen Kapeleta est une Anthropologue sociale avec sept années d'expérience technique dans le domaine du développement, spécifiquement dans le secteur de l'environnement. Elle travaille au "Centre for Environmental Policy and Advocacy" de Blantyre au Malawi. En tant qu'agent de programmes, son travail se concentre principalement sur la politique et cadres institutionnels autour de la biodiversité. Hélène est titulaire d'une maîtrise en Études environnementales et une Licence en sciences sociales, spécialité Anthropologie scientifique de l'Université Catholique du Malawi. Ses spécialités incluent la gestion de projet, la revue et l'analyse des politiques, le développement du partenariat, l'étude de l'engagement des parties prenantes et la gestion de leurs savoirs.

Introduction

Cet article s'interroge sur le rôle de la souveraineté des semences dans la réalisation de la sécurité alimentaire. En utilisant le Projet d'Irrigation du Riz de Limphasa comme exemple, l'article examine les facteurs qui influencent l'utilisation de variétés de semences locales au lieu des semences hybrides préconisées par le gouvernement du Malawi par l'intermédiaire du Ministère de l'Agriculture. Nous examinons les systèmes de connaissances indigènes (IKS) et soutenons que l'abandon des connaissances indigènes sur les variétés de semences locales est l'une des causes de l'insécurité alimentaire. Nous plaidons en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes (AEA) parmi les petits exploitants agricoles sur les thèmes de la propriété, de la conservation, de la préservation et du stockage des variétés de semences locales. Nous partageons l'avis de Phiri (2023) selon lequel «l'éducation des adultes est une composante essentielle de l'apprentissage tout au long de la vie, qui se déroule du berceau à la tombe».

Contexte

Le gouvernement du Malawi, comme dans la plupart des pays africains, encourage les agriculteurs, y compris ceux qui cultivent le riz, à adopter des variétés de semences à haut rendement par le biais de la Loi sur les Semences de 2022. Cette loi ne reconnaît pas les variétés de semences locales comme semences approuvées. La domination des entreprises semencières commerciales au Malawi a conduit à l'érosion des droits des agriculteurs à utiliser les semences locales. Les brevets sur les semences et les droits de propriété intellectuelle ont limité le libre-échange et la conservation des semences, entravant ainsi la capacité des agriculteurs à accéder à leurs variétés de semences locales et à les préserver. Les systèmes de semences des agriculteurs (et les



Source: Unsplash

systèmes de connaissances qui leur sont associés) ne sont pas protégés, ce qui conduit à leur négligence et/ou à leur disparition, ou à leur acquisition par des systèmes commerciaux sans que les agriculteurs en tirent profit (Wynberg, van Niekerk, Williams et Mkhalihi, 2012). De nombreuses communautés ont perdu leur diversité de semences et sont devenues dépendantes des semences commerciales, qui ne donnent pas toujours de bons résultats dans les environnements locaux (Mloza-Banda, Kaudzu et Benesi, 2010). La dépendance à l'égard des semences commerciales a posé des problèmes de sécurité alimentaire en raison de leur adaptabilité limitée et de leur uniformité génétique (Machena et Banda, 2002).

Toutefois, dans ce contexte, des études (Das et Das, 2014 ; Irangani et Shiratake, 2013) indiquent que certains agriculteurs suivent des systèmes agricoles indigènes et utilisent des stratégies particulières pour sélectionner les semences, maintenir le stock de semences et anticiper le changement climatique. Le Projet d'Irrigation du Riz de Limphasa Rice Irrigation Scheme en est un exemple. Il est situé dans la zone de Mkondezi de l'autorité traditionnelle de Mkumbira dans le district de Nkhata Bay (région nord du Malawi). Certains des résultats d'une étude menée dans ce cadre sont présentés ci-dessous.

Résultats du projet d'irrigation du riz de limphasa

La recherche a révélé que les agriculteurs préfèrent planter des variétés de riz locales telles que Nyanyondo et Langimbiri, introduites par des agriculteurs du District de Chitipa¹ et distribuées par le biais d'un réseau d'agriculteurs. Ces variétés sont aromatiques, ont une taille de grain moyenne, poussent bien en hiver comme en été et arrivent tôt à maturité. Ces facteurs ne se retrouvent pas dans les semences génétiquement modifiées fournies par les vulgarisateurs agricoles. L'étude indique que la résistance à la sécheresse est l'un des facteurs clés qui influencent l'adoption des variétés locales de semences de riz. Les agriculteurs créent des parcelles et utilisent des techniques traditionnelles de gestion de l'eau pour la conserver. Lorsque les parcelles contiennent plus d'eau que nécessaire à la croissance des semences, les agriculteurs l'évacuent. Ils utilisent également les connaissances indigènes dans leur approche du stockage et pour déterminer quels grains sont sains.

L'importance des variétés de semences locales et des iks

Depuis des millénaires, les agriculteurs sont les principaux gardiens des variétés de semences, qu'ils préserment et échangent grâce à des pratiques traditionnelles. Ces pratiques sont essentielles au maintien de la diversité des variétés de semences locales. Lorsque les agriculteurs contrôlent leurs semences, ils peuvent les utiliser en fonction des conditions locales et les partager librement au sein de leurs communautés, conservant ainsi de précieuses ressources génétiques. Cette préservation et ce contrôle des semences par les agriculteurs garantissent non seulement la sécurité alimentaire, mais permettent également aux communautés d'être plus autonomes (Wynberg et al., 2012).

Comme l'ont noté différents chercheurs, il existe des exemples d'agriculteurs dans des pays tels que l'Inde, le Sri Lanka et les Philippines qui préfèrent leurs propres semences à celles fournies par des entreprises privées. Certains agriculteurs créent des réseaux informels et se rendent mutuellement visite dans leurs champs avant la récolte (Irangani et Shiratake, 2013 ; Nicolas et Cabarogas 2015). Ils jugent la qualité des semences par observation. S'ils sont satisfaits, ils

peuvent conclure un accord d'échange de semences entre eux (Singh, 2007).

Outre l'importance des semences locales pour la sécurité alimentaire et l'agriculture (qualité et rendement du fourrage, par exemple), le droit de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre des semences de ferme est une question économique extrêmement importante pour le bien-être et les moyens de subsistance des petits agriculteurs (Pungulani et al 2012). Le fait de pouvoir économiser de l'argent est un avantage important pour les agriculteurs qui peuvent alors utiliser l'argent économisé pour améliorer leurs moyens de subsistance au lieu de le dépenser pour acheter des semences commerciales.

L'utilisation de semences locales crée également un lien social et culturel fort entre les agriculteurs et entre les communautés. En partageant et en échangeant des semences, les agriculteurs ont pu définir et renforcer les liens de parenté, d'amitié et de solidarité. Les systèmes de semences paysannes font partie intégrante des traditions et de la culture locales, et sont ancrés dans l'identité et les coutumes des agriculteurs.

Vers un modèle de coopération pour la souveraineté des semences : le rôle de l'aea

La sécurité alimentaire est un défi complexe qui exige des approches novatrices et des efforts de collaboration. Donner aux agriculteurs le contrôle des variétés de semences locales par le biais de l'AEA est une stratégie puissante pour améliorer la sécurité alimentaire, la résilience agricole et l'autonomie des communautés. L'étude du Projet d'Irrigation du Riz de Limphasa suggère la nécessité de s'inspirer des méthodologies IKS pour mieux comprendre la position politique générale concernant l'utilisation des variétés de semences locales par rapport à l'invasion des entreprises, et aussi pour trouver des moyens de protéger et de soutenir les riziculteurs. L'éducation des adultes a un rôle essentiel à jouer à cet égard. En ce qui concerne la formation, un modèle de préservation des semences

par le biais de coopératives, visant à protéger les variétés de semences locales tout en renforçant la sécurité alimentaire au sein des communautés, pourrait être conçu. Ce modèle impliquerait la formation de coopératives dont les membres partageraient leurs expériences en matière de préservation et de stockage des semences, de pratiques agricoles durables et de valeur de l'IKS. Ces coopératives serviraient de centres pour des activités telles que la collecte de semences, le stockage, le partage et le plaidoyer, l'objectif global étant de favoriser une approche durable de la souveraineté semencière et de la résilience agricole. L'éducation des adultes a un rôle central à jouer dans un tel modèle de coopérative - certains exemples étant l'organisation d'ateliers, de visites sur le terrain, de sessions interactives et d'événements de partage de semences pour impliquer activement les membres de la communauté.

L'AEA offre une opportunité à différentes parties prenantes, telles que les décideurs politiques, les praticiens de l'agriculture et les universitaires, la possibilité d'apprendre des techniques agricoles indigènes, y compris le choix des semences locales par les petits exploitants agricoles. Les petits exploitants agricoles peuvent également apprendre des autres dans le cadre d'une relation réciproque. Cela est conforme à l'Objectif de Développement Durable 2, qui stipule que «[...]es connaissances traditionnelles liées à la préservation des ressources génétiques existantes, y compris la diversité génétique des semences, devraient être reconnues et maintenues, et le partage équitable des avantages qui en découlent devrait être encouragé» (Cités et Gouvernements Locaux Unis, 2018).

Conclusion

En valorisant et en préservant l'IKS et ses pratiques, nous pouvons construire un système agricole durable pour nourrir les générations actuelles et futures du Malawi. Encourager les agriculteurs par le biais de programmes d'éducation des adultes, d'ateliers et de formations sur l'importance de conserver les connaissances indigènes en matière de propriété, de conservation, de préservation et de stockage des variétés de semences locales permettra d'atteindre la souveraineté en matière de semences et, en fin de compte, la sécurité alimentaire.

References

- Das, T., & Das, A.K. (2014). Inventory of the Traditional Rice Varieties in Farming System of Southern Assam: A Case Study. *Indian Journal of Traditional Knowledge*, 13(1), 157-163.
- Irangani, M.K.L., & Shiratake, Y. (2013). Indigenous Techniques Used in Rice Cultivation in Sri Lanka: An Analysis from an Agricultural History Perspective. *Indian Journal of Traditional Knowledge*, 12(4), 638-650.
- Machena, C., & Banda, G. (2002). *Community Farmers' and Breeders' Rights in Southern Africa: Towards a Framework for a Sui Generis Policy and Legislation*. Harare: IUCN-ROSA.
- Mloza-Banda, H.R., Kaudzu, G., & Benesi, I. (2010). Evaluation of the Malawi Seed Sector for the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA). *Harmonized Seed Regulations and Policies*, Lilongwe, Malawi.
- Nicolas, A.R., & Cabarogias, A.S. (2015). Indigenous Knowledge and Sustainable Pest Management in Rice Farming Communities of Southeastern Luzon, Philippines. *International Journal on Advanced Science Engineering and Information Technology*, 5(6), 440. Extrait de DOI: [10.18517/ijaseit.5.6.590](https://doi.org/10.18517/ijaseit.5.6.590)
- Phiri, M. (2023). Adult Education is All We Need to Develop, MOJA Adult Education Africa Magazine. Extrait de <https://www.mojafrica.net/en/magazine/adult-education-is-all-we-need-to-develop>
- Pungulani, Lawrence & Kadyampakeni, Davie & Nsapato, Lucius & Kachapila, Modester. (2012). Selection of High Yielding and Farmers' Preferred Genotypes of Bambara Nut (*Vigna subterranea* (L.) Verdc) in Malawi. *American Journal of Plant Sciences*. 03. 1802-1808. 10.4236/ajps.2012.312A221.
- Singh, R. K. (2007). Indigenous Agricultural Knowledge in Rainfed Rice Based Farming Systems for Sustainable Agriculture: Learning from Indian Farmers. *Traces and Tribals* 1, 101-110.
- United Cities and Local Governments. (2018). *Culture in the Sustainable Development Goals: A Guide for Local Action*, Barcelona. Extrait de https://www.uclg.org/sites/default/files/culture_in_the_sdgs.pdf
- Wynberg, R., van Niekerk, J., Williams, R., & Mkhaliplhi, L. (2012). *Policy Brief: Securing Farmers' Rights and Seed Sovereignty in South Africa*, Biowatch South Africa and the Environmental Evaluation Unit, University of Cape Town.
- Endnotes
- 1 Chitipa est un district situé au nord du Malawi, à la frontière de la Tanzanie et de la Zambie.

COMMENT LES REFUGIES EN OUGANDA RECONSTRUISENT LEURS MOYENS DE SUBSISTANCE ET LEURS SYSTEMES ALIMENTAIRES



Docteure Salomé Joy

Awidi (PhD) est associée de programme de développement et professionnelle de l'éducation des adultes travaillant actuellement dans le programme de réponse aux réfugiés en Ouganda. Au cours des 15 dernières années, Salomé a travaillé sur le terrain de l'Éducation en situation d'urgence en Ouganda, plus précisément dans le développement professionnel des enseignants/éducateurs, de l'éducation, du développement de matériel civique, et de l'humanitaire et de la gestion. Elle a également contribué au programme d'évaluation du département de l'éducation du Gouvernement local.

Madame Salomé est la présidente de l'Association des professionnels, éducateurs d'adultes/andragogues en Ouganda et boursière de Compare 2022-2023. Elle est titulaire d'une licence (de

Les Sud-Soudanais qui ont fui les combats au Soudan trouvent un abri dans un centre de transit de la ville de Renk, à côté du point de passage frontalier (source : Jok Solomun/Reuters, The New Humanitarian)

Makerere Université), d'une Maîtrise (de l'Université du KwaZulu-Natal) et un doctorat (de l'Université d'Afrique du Sud) dans le domaine de l'Éducation des adultes.

Introduction

Cet article examine les liens entre les déplacements¹ forcés - qui résultent de violations des droits de l'homme, de l'insécurité, de conflits, du changement climatique, entre autres - et l'insécurité alimentaire. Il examine comment les réfugiés (en particulier les apprenants adultes des Groupes d'Intérêt Commun (GICs) dans le camp de réfugiés² de Kyaka II) reconstruisent leurs systèmes alimentaires³, luttent contre la faim et préparent leur culture alimentaire grâce à l'apprentissage des adultes et au soutien de l'éducation à la vulgarisation.

Contexte

Le Rapport sur les Tendances Mondiales (2022) du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)

indique qu'à la fin de l'année 2022, 108,4 millions de personnes dans le monde avaient été déplacées de force, dont près de 90 % dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Ces pays accueillent également 76 % des réfugiés et autres personnes ayant besoin d'une protection internationale. Bien que l'Ouganda soit l'un des pays les plus pauvres et les plus touchés par l'insécurité alimentaire au monde, et dans un contexte de diminution de l'aide humanitaire et d'augmentation de la population réfugiée, il est le plus grand pays d'accueil de réfugiés en Afrique, avec plus d'un million de réfugiés, dont la plupart sont originaires du Sud-Soudan, de la République Démocratique du Congo (RDC), du Burundi et de la Somalie⁴.

Le déplacement forcé n'est pas un événement passager - il devient souvent un déplacement prolongé et peut être dévastateur. Les personnes sont arrachées de force à leur vie et déplacées dans des lieux et des espaces, tels que des camps et des camps surpeuplés, où les possibilités de mener une vie digne sont limitées, voire inexistantes. Les réfugiés sont privés des éléments essentiels de la vie, en particulier le logement et la nourriture,

y compris le droit de produire leur propre nourriture. Ils sont marginalisés et souffrent longtemps "d'indignité et de difficultés matérielles" (Crawford, Cosgrave, Haysom et Walicki, 2015).

Certains pays, comme l'Ouganda, ont une "politique progressiste et favorable aux Policy"¹⁵ (Tableau de Bord de la Sécurité Alimentaire, 2e trimestre, 2023). Cependant, même si l'accent est mis sur l'auto-résilience, les possibilités de subsistance pour les réfugiés sont limitées. Il en résulte "des vulnérabilités socio-économiques, des risques de protection et un accès limité aux services essentiels de base tels que l'alimentation, l'éducation et les soins de santé" (ibid.).

L'accès à la terre est considéré comme un facteur déterminant de la sécurité alimentaire et, par conséquent, l'accès aux terres agricoles est disponible pour les réfugiés, mais à une échelle limitée. La population rurale d'accueil dans les mêmes zones d'installation dispose d'un peu plus de terres agricoles que les ménages de réfugiés. Au fil des ans, on a constaté une diminution de la fertilité des sols, une raréfaction de l'eau et des conditions météorologiques imprévisibles, caractérisées par des inondations pendant la saison des pluies et des périodes de sécheresse prolongées, autant d'éléments qui ont un impact négatif sur la production agricole. La pandémie de COVID-19 a aggravé la situation d'insécurité alimentaire pour de nombreuses personnes, en particulier pour les ménages de réfugiés.

Le rôle de la nourriture

Les chercheurs (Awidi et Quan-Baffour, 2020) notent que les similitudes en termes d'ethnicité, de culture, de langue, de religion, d'histoire, de nourriture, "parmi d'autres constructions identitaires malléables" (Ho, 2017) font que les réfugiés se sentent plus "chez eux" et favorisent un sentiment d'unité. Ces "liens d'affinité"¹⁶ (ibid.) ou connexions jouent un rôle en aidant les réfugiés à s'intégrer socialement et économiquement avec moins de difficultés.

"La nourriture est intrinsèquement liée à la culture et à l'identité, et pour les personnes ayant vécu l'expérience du réfugié, les aliments culturels sont un élément essentiel de l'installation dans un nouveau pays, qui est souvent une



Des réfugiés sur un marché alimentaire local dans un camp en Ouganda (source : portail du HCR)



Huile de cuisson à l'orange préférée



Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a distribué de l'huile de cuisson

période de stress élevé et de rupture avec les amis et la famille" (Gingell, Murray, Correa-Velez et Gallegos, 2022). Il n'est pas rare de voir des réfugiés congolais, par exemple, échanger le jerrycan de 5 litres d'huile transformée du Programme Alimentaire Mondial (PAM)⁷ contre de l'huile de palme orange du Congo, une huile préférée pour la cuisine. La nourriture traditionnelle donne souvent aux personnes déplacées un sentiment "d'espoir et de réconfort et sert de source de normalité et de stabilité" (Foodtank, 2016).

90 % des réfugiés du camp de Kyaka II dépendent de l'agriculture pour se nourrir. Malheureusement, la taille des terres et la productivité des sols diminuent chaque année, et les réfugiés se sont donc adaptés en produisant des aliments dans des jardins d'arrière-cour. L'enseignement de la vulgarisation agricole aide les participants⁸ à utiliser au mieux les petites parcelles. "Caphas"⁹, un participant de la CIG, décrit certaines des pratiques utilisées pour augmenter les chances de production alimentaire dans ces potagers :

[...] une technologie d'irrigation par bouteilles, des pesticides organiques et du fumier de compost [...] (Awidi et Quan-Baffour, 2020).
Les réfugiés vendent souvent

une partie de leur production pour répondre à d'autres besoins. Caphas' explique :

[...] Nous élevons et vendons des chèvres dont nous achetons la terre à tempérament ; nous faisons du compost pour notre jardin à partir des excréments des chèvres [...] (ibid.).

Le rôle de l'éducation des adultes

En Ouganda, les réfugiés peuvent participer à des programmes d'éducation des adultes et ces programmes, ainsi que l'expérience vécue en tant que personne déplacée, impliquent souvent un processus de transformation personnelle, avec la rupture des "anciens modèles de signification et la construction de nouvelles façons de se voir et de voir le monde" (Dirkx, 1998). En s'adaptant à leur nouvelle vie, avec tous les défis et les difficultés qu'elle comporte, les réfugiés puisent dans leurs connaissances et compétences existantes et acquièrent également - par le biais de l'éducation des adultes et des programmes de vulgarisation - de

nouvelles connaissances et compétences (par exemple, dans les domaines de l'agriculture, du commerce, de l'éducation financière, etc.). Les réfugiés peuvent également changer d'attitude lorsqu'ils font face à leur expérience du déplacement.

Les collectifs et les réseaux socioculturels et économiques sont très importants pour aider les réfugiés à faire face à leur nouvelle vie. Le soutien et la solidarité communautaires vont au-delà de l'aspect pratique et englobent le bien-être émotionnel et psychologique. Le "capital social sous forme de connexions horizontales" (Cottyn, 2016) devient un élément essentiel de la résilience et de la force d'une personne déplacée pour s'adapter à un nouveau mode de vie. Par exemple, les groupes peuvent mettre en commun des ressources financières pour répondre à leurs besoins de subsistance et/ou s'engager dans des pratiques agricoles basées sur des cohortes d'apprentissage (Awidi et Quan-Baffour, 2020).

Conclusion

Les déplacements forcés et prolongés perturbent considérablement la vie des gens, y compris leurs systèmes alimentaires. Comme le montre l'exemple du camp de réfugiés de Kyaka II, les réfugiés font preuve de force et de résilience face à de nombreux défis et luttes. Ils participent à l'adaptation de leurs moyens de subsistance dans des contextes nouveaux et peu familiers, ainsi qu'à la préservation de leurs systèmes alimentaires. En fin de compte, cela a un impact positif sur la sécurité alimentaire. L'éducation des adultes a un rôle important à jouer à cet égard.



Un potager dans la cour de Kyaka II

Endnotes

- 1 L'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) définit le "déplacement forcé" comme suit : déplacé "en raison de persécutions, de conflits, de violences généralisées ou de violations des droits de l'homme".
- 2 Le campement de Kyaka II présente les mêmes difficultés physiques que la plupart des camps ; il est situé dans des communautés rurales isolées du sud-ouest de l'Ouganda, avec un accès très limité aux services sociaux (Awidi, 2020). Une étude sur les moyens de subsistance des réfugiés y a été menée en 2019/20.
- 3 Le système alimentaire est un réseau complexe d'activités impliquant la production, la transformation, le transport et la consommation. Les questions relatives au système alimentaire comprennent la gouvernance et l'économie de la production alimentaire, sa durabilité, le degré de gaspillage de la nourriture, la manière dont la production alimentaire affecte l'environnement naturel et l'impact de l'alimentation sur la santé des individus et des populations (Oxford Martin Programme on the Future of Food c/o Oxford Martin School, Université d'Oxford).
- 4 L'Ouganda accueille 1 599 188 réfugiés (Bureau du Premier Ministre, HCR, Gouvernement de l'Ouganda, 29 Février 2024).
- 5 Les réfugiés en Ouganda jouissent généralement de la liberté de mouvement à l'intérieur du pays, de l'accès aux opportunités de travail, à l'éducation et aux services de base.
- 6 Les constellations imbriquées forment des réseaux de connexions qui traversent les catégories essentialisantes de la différence sociale et contribuent à des biographies partagées qui permettent de cultiver un attachement émotionnel à un lieu et à ses habitants (Ho, 2016).
- 7 Le Programme Alimentaire Mondial est une organisation internationale au sein des Nations Unies qui fournit une assistance alimentaire dans le monde entier.
- 8 L'étude de cas du camp de réfugiés de Kyaka II a été réalisée auprès d'apprenants adultes appartenant à des Groupes d'Intérêt Commun (GICs) engagés dans divers programmes de développement communautaire.
- 9 Pas leur vrai nom.

LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES FEMMES ET LA SECURITE ALIMENTAIRE EN ALGERIE



Zahia Kacher est inspectrice du travail, cadre en formation professionnelle et militante des causes sociales. Elle est titulaire d'un diplôme en études du travail de l'Institut National du Travail et a acquis divers diplômes et certificats tout au long de sa carrière. Elle a occupé le poste de présidente de l'Association pour la Planification Familiale de 1989 à 1990 et est membre de l'Association Nationale des Femmes Rurales depuis 2005. Depuis 2018, elle est présidente de l'AFUD (Association des Femmes Rurales de la Wilaya de Béjaïa). Zahia est dévouée à la promotion des droits des femmes en milieu rural et est une figure respectée dans ce domaine. Son engagement pour les causes sociales a été reconnu à de nombreuses reprises, notamment par une distinction honorifique du président de l'Algérie pour son dévouement à la cause féministe.



جمعية المرأة الريفية "أفود"
لولاية بجاية

Introduction

Cet article soutient que les connaissances locales et indigènes et l'apprentissage intergénérationnel sont des éléments importants et nécessaires à l'Apprentissage et à l'Education des Adultes (AEA) pour soutenir et renforcer les activités génératrices de revenus des femmes et promouvoir la sécurité alimentaire. En outre, l'article souligne la nécessité de s'inspirer des modèles agricoles de nos ancêtres afin de participer à la campagne biologique plus large en faveur d'une alimentation plus saine, tout en protégeant l'environnement. L'article se concentre sur l'Association des Femmes Rurales d'Algérie (AFUD), qui plaide en faveur de la création de fermes pédagogiques où les principes de l'AEA sont intégrés pour préserver l'environnement, adopter des pratiques d'économie d'eau et sensibiliser aux questions d'actualité, en plus des compétences plus pratiques qui sont nécessaires telles que la lecture et l'écriture, les processus de production et l'expertise financière.

AFUD

AFUD représente un collectif composé principalement de femmes et de quelques hommes issus de divers horizons, de niveaux éducatifs différents et de diversités linguistiques. Les membres proviennent d'ONG de développement, d'associations de

femmes, de groupes socio-culturels et de comités villageois. De plus, il y a des femmes issues d'organismes officiels qui plaident pour les droits et les positions des femmes, ainsi que des individus venant d'universités et d'agences de coopération au développement.

L'objectif de l'association est de responsabiliser les femmes rurales par la création d'activités génératrices de revenus, notamment dans l'artisanat et l'agriculture. Cela vise à renforcer leurs capacités et à les rendre des contributrices actives au développement économique de la province de Béjaïa en particulier, et du pays en général. AFUD s'efforce d'encourager l'échange d'idées, d'expériences et de connaissances à travers des programmes de formation, dans le but d'élever le niveau d'éducation et professionnel des femmes et de répondre aux besoins des femmes rurales dans tous les domaines, avec un accent particulier sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin.

Sa vision est de développer les produits agricoles et artisanaux locaux, en valorisant et en reconnaissant la majorité des productrices – les femmes. L'approche d'AFUD se décline en trois volets :

1. Orientation et soutien : Les femmes rurales possèdent des connaissances et des compétences ancestrales inestimables souvent méconnues. L'association vise à sensibiliser, orienter et conseiller les femmes pour qu'elles puissent

- entreprendre des activités génératrices de revenus.
2. **Création de coopératives :** L'association s'efforce de soutenir des projets qui facilitent l'entrée des femmes sur le marché du travail en promouvant la création et la croissance de coopératives.
 3. **Échange de connaissances :** Des activités sont développées pour encourager l'échange de meilleures pratiques liées à l'éducation, à l'emploi, à la mise en place de projets associatifs et au réseautage entre les parties prenantes.

Contexte

En Algérie, les femmes sont reconnues pour être à l'avant-garde de la promotion du patrimoine culturel et des produits locaux au sein des communautés. Elles le font par le biais de la coopération mutuelle et du partage des ressources. Cependant, de plus en plus, les femmes et l'économie locale souffrent de la montée en puissance des produits de masse bon marché et des articles de luxe, disponibles dans tout le Maghreb¹, où l'on assiste à une expansion massive des magasins, marchés et du commerce en ligne, tous dédiés à la commercialisation de ces produits. Les gens sont bombardés par une avalanche de choix différents, de points de vente et même de livraisons à domicile. Ces produits de masse entraînent une surutilisation de produits chimiques, de plastiques et de sous-produits jetables, rendant difficile l'équilibre de notre environnement.

Ces types de produits, y compris leur mode de fabrication, parfois commercialisés comme étant "bio" ou "naturels" (ce qui n'est pas toujours le cas), créent une confusion au sein de la population locale. Les denrées alimentaires et leur mode de production contrastent fortement avec le modèle agricole de nos ancêtres, qui pratiquaient une agriculture respectueuse de la diversité biologique tout en produisant des aliments biologiques sains grâce à des pratiques agricoles durables.

Il est impératif de soutenir les étudiants, les agriculteurs, les entrepreneurs et les initiatives telles que les coopératives féminines de manière à les encourager à s'engager dans des activités agricoles, qu'elles soient agroécologiques et/ou éducatives – ceci dans un effort pour maintenir nos produits authentiques, locaux et produits de manière durable "actuels et éviter qu'ils ne deviennent

obsolètes. La création de marchés locaux pour les produits issus d'une agriculture saine et durable est primordiale. Le rôle de l'éducation des adultes" (AEA) dans les projets qui poursuivent la solidarité et qui renforcent les conditions socio-économiques dans les communautés rurales est essentiel.

L'agriculture biologique et l'AEA

À l'échelle mondiale, il y a eu une augmentation de l'agriculture biologique, qui n'est pas nouvelle dans notre région, et cela représente une opportunité précieuse pour nous de faire partie de ce mouvement. Notre région regorge de savoirs traditionnels et d'expertise qui doivent être préservés et développés. L'AEA a un rôle important à jouer dans ce domaine en intégrant des concepts tels que les savoirs locaux et indigènes ainsi que l'apprentissage intergénérationnel. Elle peut encourager un engagement en faveur d'une agriculture plus durable et diversifiée, sensibiliser à la préservation de l'environnement et aux défis de l'agriculture biologique. Elle peut préparer les jeunes entrepreneurs à saisir les opportunités offertes par ce secteur (et ainsi promouvoir la croissance économique) et peut aider à éclairer les consommateurs sur la distinction entre les produits biologiques, locaux et naturels, entre autres.

La création de fermes éducatives joue un rôle crucial dans cet effort, et devrait définitivement impliquer les femmes rurales. Ces fermes peuvent offrir une formation dans divers domaines, tels que la production de fromage, de savon, de confitures à base de plantes aromatiques et médicinales, ainsi que dans la gestion de petites exploitations. L'objectif est de sensibiliser les femmes à l'importance de préserver l'environnement face aux défis posés par le changement climatique, par exemple en adoptant des pratiques économes en eau comme les systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte et en utilisant les énergies renouvelables.

Coopératives

Actuellement, les femmes rurales jouent un rôle central dans le développement tout en préservant la biodiversité et dans la quête de l'autosuffisance, notamment à travers des initiatives familiales. Il

y a également un grand nombre de femmes titulaires de cartes agricoles et artisanales², ainsi que des programmes tels que le projet de Gouvernance Environnementale et Biodiversité (GENBI), qui encourage la participation des femmes à la production et à la commercialisation de produits biologiques dans certaines parties du pays.

La création de coopératives féminines renforce davantage le rôle des femmes rurales en valorisant les ressources biologiques et le savoir-faire traditionnel. Pour assurer le succès de ces initiatives, un travail de proximité avec les femmes rurales est essentiel, car elles font face à divers obstacles sociaux et économiques, notamment un accès limité à l'information, un manque de maîtrise de la lecture et de l'écriture, un manque de formation et des difficultés à accéder aux opportunités d'emploi, aux activités et au financement. Malgré ces défis, les premières coopératives exclusivement féminines en Algérie ont réussi à démontrer leur efficacité, notamment au sein du Parc National d'El Kala³, où les femmes produisent et commercialisent des huiles végétales à base de lentilles, des produits apicoles, des parfums et des plantes médicinales, ainsi que des produits dérivés du figuier de Barbarie. Ces coopératives permettent d'assurer une rémunération équitable pour les producteurs grâce au commerce équitable, garantissant un prix minimum et des conditions de travail décentes. De plus, elles favorisent la résilience face aux impacts du changement climatique, tels que les sécheresses et les inondations.

Plans futurs

Les recommandations pour renforcer les programmes d'AEA, en mettant particulièrement l'accent sur les concepts de savoirs locaux et indigènes et d'apprentissage intergénérationnel, pourraient prendre la forme des actions suivantes :

- **Sensibiliser les communautés :** Organiser des ateliers et des séances d'information au niveau local pour sensibiliser les membres de la communauté à la distinction entre les produits biologiques, locaux et naturels, en mettant en avant les avantages de chaque catégorie.
- **Promouvoir l'apprentissage intergénérationnel :** Encourager l'échange de connaissances entre générations, permettant ainsi aux aînés de transmettre leur savoir

traditionnel en matière d'agriculture et de production alimentaire aux jeunes générations, favorisant ainsi la préservation des savoirs indigènes.

- Intégrer les savoirs locaux dans la formation : Adapter les programmes de formation agricole pour inclure des savoirs locaux spécifiques à la région, en mettant l'accent sur les pratiques agricoles durables et les méthodes de production locales.
- Soutenir l'accès à l'éducation : Faciliter l'accès à l'AEA en rendant ces programmes financièrement et géographiquement accessibles, afin que plus de personnes puissent bénéficier de ces opportunités.
- Promouvoir l'agriculture biologique : Mettre en place des programmes de formation spécifiques à l'agriculture biologique pour encourager la transition vers des méthodes de production plus durables et respectueuses de l'environnement.

En adoptant ces recommandations, nous pouvons contribuer à une meilleure compréhension de la production alimentaire et à la promotion de l'agriculture biologique et durable, tout en préservant les savoirs locaux et indigènes, favorisant ainsi une croissance économique plus équilibrée et une protection de l'environnement.

Conclusion

L'AFUD œuvre activement pour promouvoir l'éducation et la formation des femmes rurales, tout en développant des coopératives pour renforcer leurs moyens de subsistance et contribuer à une rémunération équitable des producteurs. En combinant ces initiatives avec une transition vers une agriculture plus durable, l'Algérie peut atteindre ses objectifs de développement tout en préservant son précieux environnement.

Endnotes

1 La région comprend l'Afrique du Nord occidentale et centrale, incluant l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie. Le Maghreb inclut également le territoire disputé du Sahara occidental (Wikipedia).

2 Une carte agricole et artisanale est un document officiel délivré par les autorités compétentes, confirmant le statut professionnel d'une personne en tant qu'artisan ou agriculteur. Cette carte est cruciale car elle permet aux autorités de suivre et de soutenir les activités artisanales et agricoles, tout en accordant aux artisans et aux agriculteurs des avantages et des



droits spécifiques associés à leur profession.

3 Ce parc abrite un écosystème extrêmement unique, et depuis sa création en 1983, les défenseurs de la nature travaillent sans relâche pour assurer la survie de la faune et

de la flore du parc. L'UNESCO a reconnu le Parc National d'El Kala comme une réserve de biosphère en 1990. <https://www.algeria.com/attractions/national-parks/el-kala-national-park/>

PROFILAGE DES ORGANISATIONS POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

Dans le cadre du thème des systèmes alimentaires, nous partageons ci-dessous des profils succincts d'organisations provenant de différentes régions d'Afrique. De nombreuses autres organisations et regroupements travaillent également dans ce domaine.

AFRIQUE CENTRALE

BETTER WORLD CAMEROON (BWC)



Basé sur les connaissances indigènes, BWC est une organisation à but non lucratif dédiée au développement de stratégies agricoles durables au niveau local afin de pallier la crise alimentaire et la pauvreté extrême. BWC promeut la souveraineté alimentaire et la régénération des paysages grâce aux pratiques de la permaculture et à la conception d'écovillages. Son travail consiste à reconstruire l'économie et à faire la transition vers un monde



meilleur en utilisant la permaculture, la vie communautaire, ainsi que la sagesse africaine et les valeurs locales. BWC crée un mouvement social qui contribuera à mettre fin au chômage des jeunes, à autonomiser les femmes et à améliorer le développement durable en Afrique.

En 2012, dans la région de Bafut, le village écologique de permaculture de Ndanifor a vu le jour. Il s'agissait du premier site de démonstration de BWC,



un lieu où les principes d'une culture durable pouvaient être mis en œuvre et rendus visibles à tous. Il fait partie du Réseau Mondial des Écovillages (GEN¹).

CONTACT

foundation@betterworld-cameroon.com

<https://betterworld-cameroon.com/>



Illustration par Carmen Garcia Gordillo pour Climate Illustrated

1. Global Ecovillage Network

AFRIQUE DE L'EST

KENYAN PEASANTS LEAGUE (KPL)



Fondée en 2016, la "Kenyan Peasants League" est un mouvement social de fermiers et de consommateurs kenyans qui plaident pour des réformes agraires et l'agroécologie afin de garantir la souveraineté alimentaire et la conservation de l'environnement. La "KPL" se concentre sur les banques de semences indigènes, les variétés de plantes et de bétail, soutenant ainsi sa conviction en une économie alternative. La "KPL" est animée par le désir d'assurer des moyens de subsistance durables pour les agriculteurs, les pêcheurs et les pasteurs. Les membres sont organisés en

groupes pour produire et commercialiser leurs produits conjointement. La "KPL" s'oppose aux pratiques qui marchandisent la production alimentaire.

La "KPL" a une articulation claire du féminisme, qui inclut un programme de féminisme paysan se concentrant sur les droits fonciers des femmes et l'accès à la terre.

CONTACT

kenyanpeasantsleague@gmail.com



Campagne pour la réforme agraire et la souveraineté alimentaire

Participants du KPL à l'atelier sur la DNUDPA et la justice climatique du LPM, Polokwane, Afrique du Sud, mai 2024

(LPM : Mouvement des Sans Terre ; DNUDPA : Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales)

AFRIQUE DU NORD

OBSERVATOIRE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (OSAE)



L'OSAE est une structure associative tunisienne à but non lucratif, indépendante de toute structure politique, religieuse, privée ou gouvernementale.

Les objectifs généraux de l'OSAE sont de :

- Mener des recherches académiques sur diverses questions liées aux domaines d'activité de l'OSAE, y compris la souveraineté alimentaire, les politiques agricoles et alimentaires, l'alimentation, la malnutrition et la sous-nutrition, l'environnement, la ruralité, la biodiversité, la justice environnementale et sociale ;
- Produire et diffuser des connaissances sur diverses questions agricoles, alimentaires, rurales et environnementales à destination des citoyens, de la société civile, des jeunes, des étudiants, des chercheurs et des décideurs ;
- Promouvoir la sensibilisation à l'importance des enjeux agricoles, alimentaires, environnementaux et

sociaux, qui constituent les éléments centraux de la souveraineté alimentaire, du développement durable, de la justice sociale et de la protection essentielle de l'environnement, des ressources naturelles et de la biodiversité ;

- Contribuer à la formation des jeunes générations sur différents thèmes et enjeux liés à la souveraineté alimentaire et à la protection de l'environnement ;
- Animer des débats et des échanges citoyens sur toutes ces questions et participer activement à ceux organisés par les autorités publiques et par la société civile dans son ensemble ;
- Soutenir les mouvements sociaux qui défendent les droits humains à l'alimentation, aux ressources environnementales et agricoles.

CONTACT

info@osae-marsad.org

<https://osae-marsad.org/>

**FOOD SOVEREIGNTY AND CLIMATE
EMERGENCY IN TUNISIA**
for a food and ecological policy based on
peasant agriculture



OSAE

AFRIQUE AUSTRALE

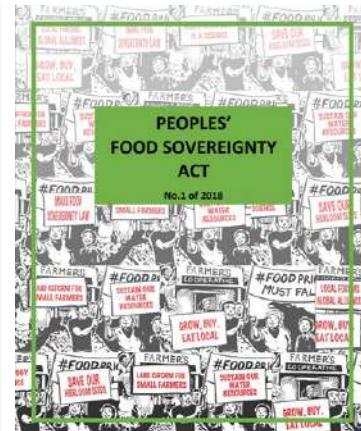
CAMPAGNE SUD-AFRICAINE POUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE (SAFSC)



La SAFSC est née du besoin de rassembler des organisations, des mouvements sociaux, des petits producteurs agricoles, des travailleurs agricoles et des ONG qui militent pour la souveraineté alimentaire sur une plateforme nationale afin de promouvoir stratégiquement la souveraineté alimentaire en Afrique du Sud. Cela a conduit à l'Assemblée de la Campagne pour la Souveraineté Alimentaire qui s'est tenue fin février 2015.

Les objectifs de la Campagne Sud-Africaine pour la Souveraineté Alimentaire sont de :

- S'attaquer aux causes systémiques de la faim
- Promouvoir des alternatives de souveraineté alimentaire pour mettre fin à la faim et soutenir la vie
- Fournir une plateforme unifiée pour tous les secteurs, mouvements, communautés et organisations qui défendent la souveraineté alimentaire
- Construire une alliance pour la souveraineté alimentaire dirigée par les affamés, les petits producteurs, les sans-terres et les travailleurs.



SAFSC

CONTACT

info@safsc.org.za

<https://www.safsc.org.za>



Mouvement pour la Charte de la Justice Climatique
(<https://www.safsc.org.za/climate-justice-charter/>)

AFRIQUE DE L'OUEST

TERRE VERTE



L'ONG Terre Verte est active au Burkina Faso depuis 1989. Elle se concentre sur le développement rural familial et communautaire à travers la restauration des sols, le développement d'un bocage sahélien et la mise en place d'une agriculture durable. La Ferme Pilote de Guiè a intégré avec succès la protection de l'environnement dans l'agriculture sahélienne. Cette approche, adoptée par d'autres associations inter villageoises burkinabè, consiste à créer des périmètres bocagers à propriété partagée, comprenant des parcelles individuelles et collectives gérées par des groupements fonciers. Le résultat est un environnement entièrement

restauré, sans érosion des sols ni surpâturage, où les arbres et arbustes sont harmonieusement intégrés.

Un bocage est un paysage rural composé de prairies et/ou de champs entourés de haies et de bois. Il s'agit d'un environnement équilibré créé par l'homme où coexistent les arbres, les cultures et le bétail, favorisant l'harmonie entre les humains et la nature. Au Sahel, la fonction première d'un bocage est de retenir les eaux de pluie à travers des diguettes, des étangs et des haies pour atténuer les effets érosifs des eaux de mousson et maintenir la biodiversité de cet environnement fragile.

https://avaclim.org/wp-content/uploads/2021/03/Bocage_Factsheet_FR.pdf

Depuis 1990, la ferme pilote de Guiè a impliqué de manière informelle de

nombreux jeunes dans ses activités, notamment les travaux de pépinière, la gestion du bétail, l'agriculture durable, le développement rural et les ateliers. En janvier 2008, cela s'est formalisé avec la création du Centre de Formation des Aménageurs Ruraux (CFAR), proposant une formation à la fois théorique et pratique aux techniques du bocage sahélien.

CONTACT

info@eauterreverdure.org

<https://eauterreverdure.org>
WEGOUBRI, le bocage sahélien (Henri Girard)



THROUGHOUT AFRICA

GRAIN



est une organisation internationale à but non lucratif qui se consacre à soutenir les petits agriculteurs et les mouvements sociaux dans leurs efforts visant à développer des systèmes alimentaires contrôlés par les communautés et basés sur la biodiversité. GRAIN fournit

un soutien par le biais de recherches et d'analyses indépendantes, de réseaux aux niveaux local, régional et international et de promotion de nouvelles formes de coopération et de création d'alliances. L'organisation concentre principalement son travail en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

La crise climatique et la crise alimentaire sont profondément liées, le système alimentaire industriel – de la ferme au supermarché – étant un contributeur majeur aux deux problèmes. À travers ce programme, GRAIN met en évidence

le rôle de l'agriculture industrielle et des chaînes d'approvisionnement centralisées dans l'exacerbation de la crise climatique et souligne le potentiel de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie dirigée par les paysans pour résoudre et atténuer ces problèmes.

CONTACT

grain@grain.org

<https://grain.org>

FOOD & THE CLIMATE CRISIS

WHAT'S THE **PROBLEM?**

WHAT'S THE **SOLUTION?**

GRAIN

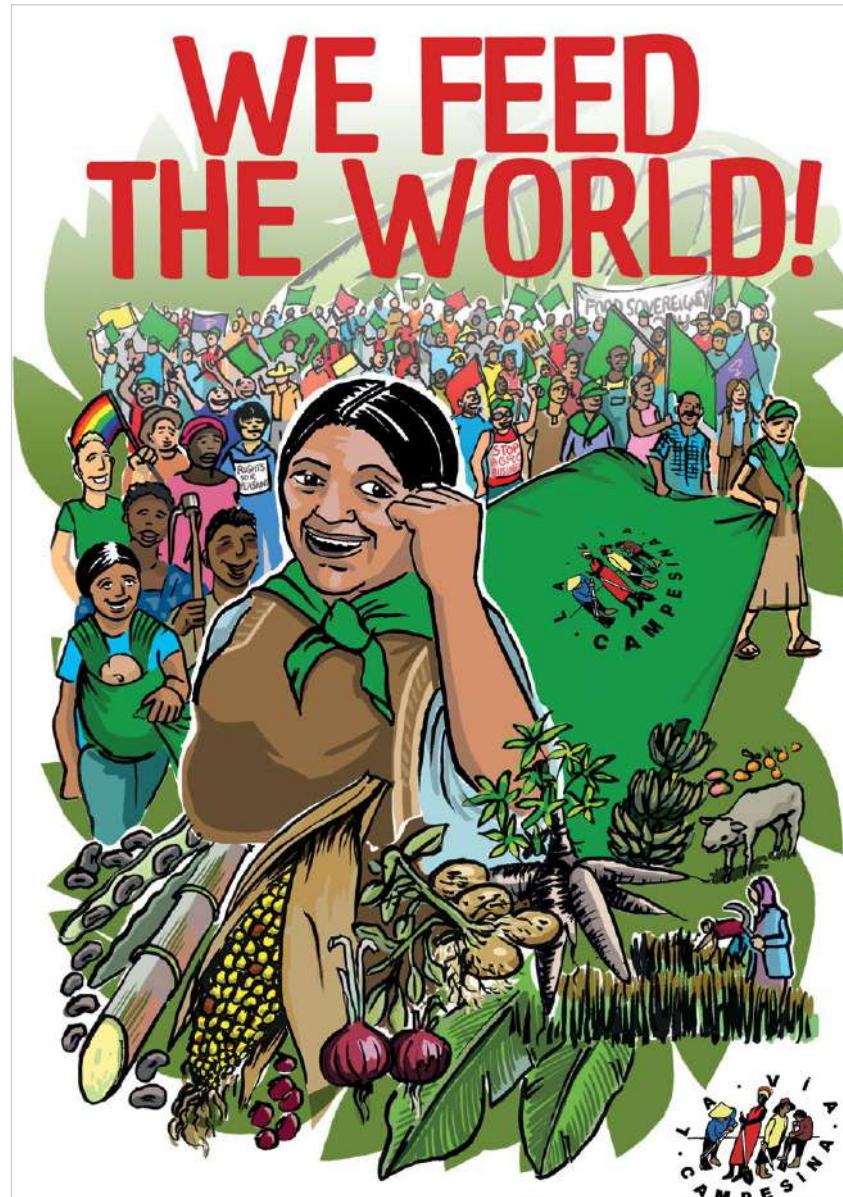
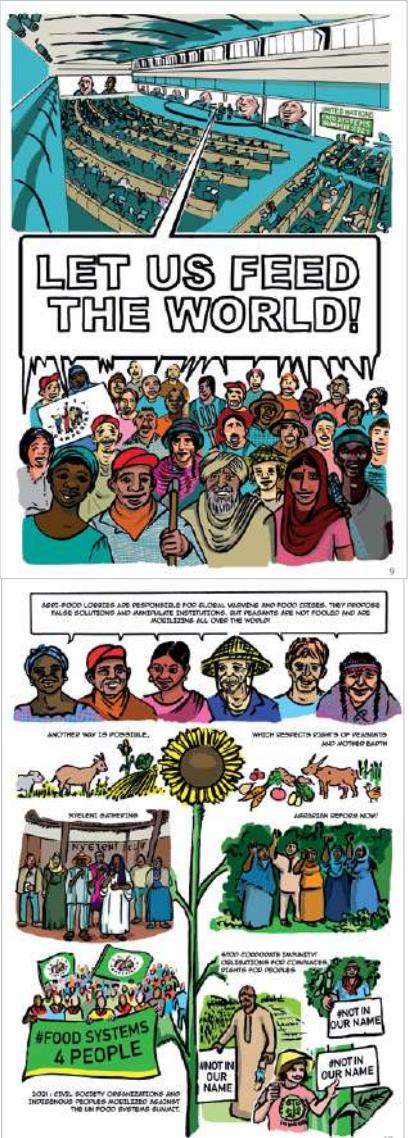
RESSOURCES ET SUPPORTS PEDAGOGIQUES



MOJA est un espace de partage de ressources et de matériels pédagogiques. Ces matériaux et ressources sont majoritairement accessibles au public et soutiennent nos pratiques dans divers contextes. MOJA encourage les professionnels de l'éducation des adultes à travers le continent pour enrichir le référentiel croissant sur la plateforme.

À l'échelle mondiale, il existe un nombre croissant de publications traitant de la souveraineté alimentaire. L'AEA a un rôle vital

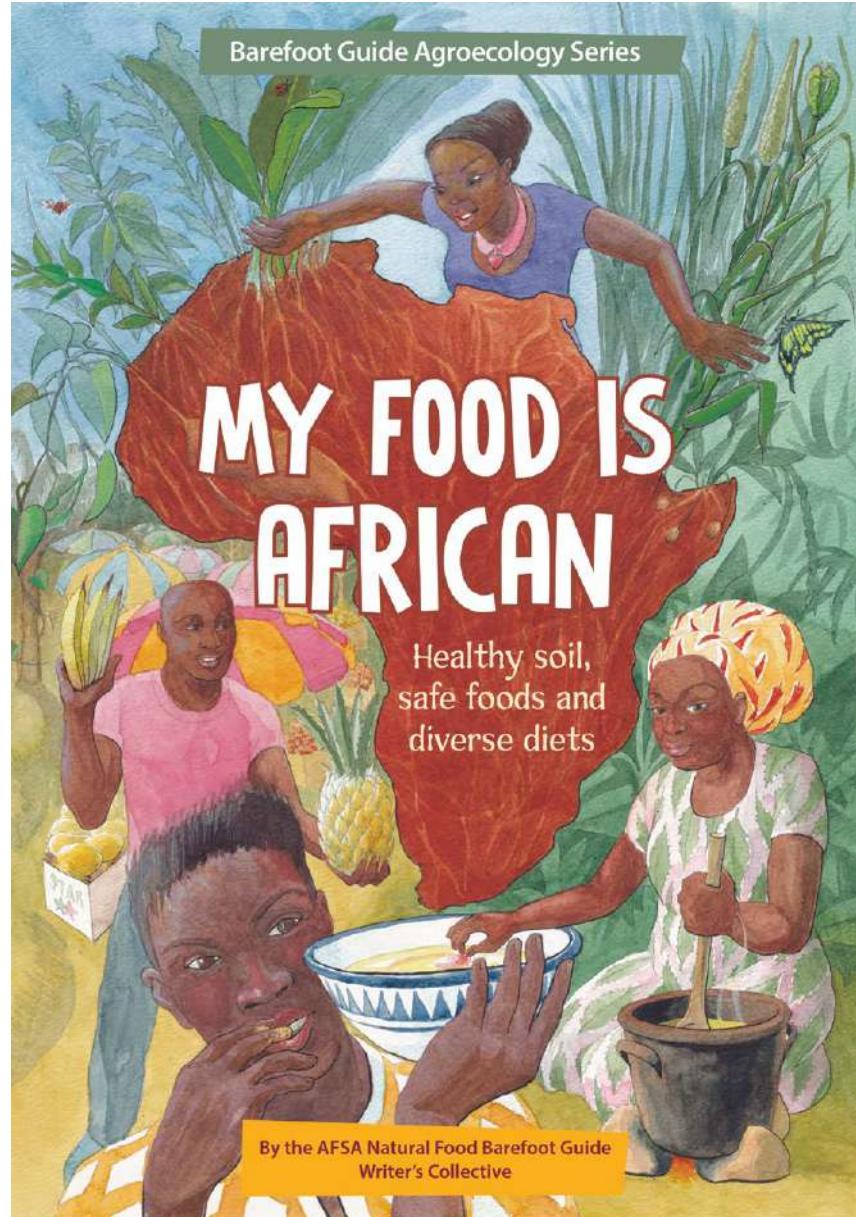
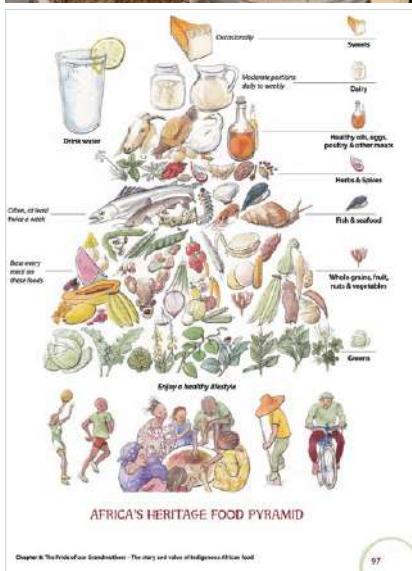
Nous nourrissons le monde ! (2022)
 "We Feed the World ! (2022)" est produit par "Là Via Campesina" avec l'artiste et activiste Annelise Verdier. Cette publication plaide en faveur d'un système alimentaire de coopération centré sur l'intérêt des populations et de la planète. Il met en lumière la résistance courageuse des paysans, des travailleurs et des peuples autochtones, tout en dénonçant le système alimentaire industriel, l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché et la concurrence acharnée pour les profits.



<https://viacampesina.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2022/11/LVC-We-Feed-the-World-A5-EN-compressed.pdf>

JE MANGE AFRICAIN "My Food is African (2022)" créé par le collectif de rédacteurs de guides "AFSA* Natural Food Barefoot Guide". La publication emmène le lecteur dans un voyage à travers les fermes, les jardins, les marchés locaux et les cuisines d'Afrique pour découvrir des aliments et des cultures uniques, délicieux et sains. Le livre soutient et confirme ce que beaucoup de nos grands-mères, et leurs grands-mères, ont toujours su à propos d'une alimentation saine.

*Alliance for Food Sovereignty in Africa



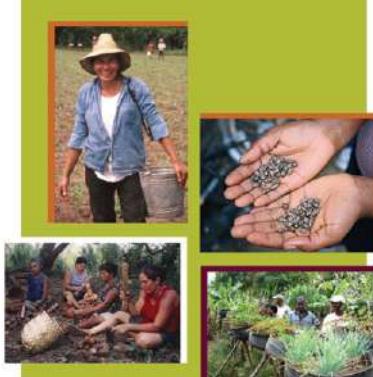
https://www.barefootguide.org/uploads/1/1/1/6/111664/bfg-my_food_is_african_lores.pdf

Creative Commons: Attribution - Non Commercial - ShareAlike 4.0 International

“Food for Thought and Action” : Un programme d’Enseignement sur la souveraineté alimentaire (2009) a été co-développé par “Grassroots International” et la “National Family Farm Coalition”. La publication – un programme en quatre modules – est un guide pratique montrant comment la souveraineté alimentaire et les systèmes alimentaires locaux ancrés dans la justice sociale et la durabilité environnementale peuvent constituer des alternatives pratiques à l’agriculture industrielle non durable.

How to Use this Curriculum, continued	
Sample Two-Hour Workshop Schedule	8 min
Session 1: Introduction Introducing EATC: Defining Food Sovereignty	15 min
Rethinking Food: How Can We Change Our Food System	45 min
Action Exercise: Designing Fair and Healthy Value Choices	30 min
Business: What Can We Do?	10 min
Wrap-up and Evaluation	10 min
<i>The table below summarizes the purpose of each exercise:</i>	
Activity	Purpose
Interactive Exercise Discussing the Concept of "Food Sovereignty"	Discuss the basic concept of people owning and controlling decisions in their local food system.
When Does Your Food Come From?	Discuss the food choices our food market, as well as local food systems.
Defining Food Sovereignty	Understand the concept of food sovereignty.
Understanding Food Sovereignty What Do You Think About?	Identify what local food systems look like in our community.
What Can We Do to Strengthen the Food Sovereignty Movement?	Compare and contrast community involvement and group actions in our local food system.
Module 1: EATC Overview Rethinking Food: The Hidden True Price of Our Food (How Much Do We Pay for "Cheap" Eat Another Economy?)	Understand the environmental costs of the food system and how local food dollars do.
Action Exercise: Designing Fair and Healthy Value Choices	Identify a food system that reflects your values.
Module 2: Local and Anti-Global Groups Rethinking Food: Designing a Fair and Healthy Program in Your Community (How Much Do We Pay for Our Values, Food, and Safety)	Understand how US agriculture and trade policies affect larger and food security around the world and how to build alternative food and trade policies.
Action Exercise: How Do We Right Our Food Aid Programs with Food Sovereignty Principles?	Understand how international organizations are impacting agriculture by examining the policies of FOO (especially their food aid and food security work).
Module 3: EATC Environment Rethinking Food: Training a Green Food System	Understand the impacts of US agricultural and trade policies on the environment and create a green food system.
Action Exercise: Food Sovereignty Treaty for a World Climate	Advocate for international food and agriculture agreements that will reduce climate change.
Module 4: Food Sovereignty: How Do We Get There? Understanding the Policies That Create Inclusive Agriculture and How We Can Change Them	Understand how to build policy and create fairer global relationships in the United States and the Global South, the role that civil society will contribute in this work.
Action Exercise: Mapping Our Path to Change	Work to strategize transitioning the food system by advancing policies and models for the food sovereignty movement.
Wrap-up What Do We Care About? Evaluation Form	Continue to reflect on action. Important resources for future actions.

Introductory Exercises



Food for Thought and Action: A Food Sovereignty Curriculum



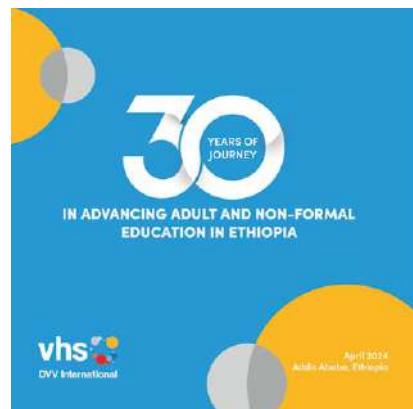
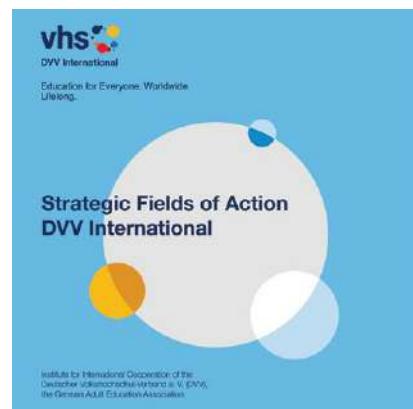
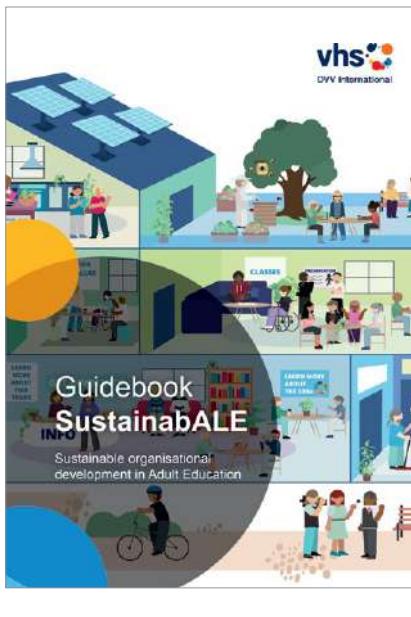
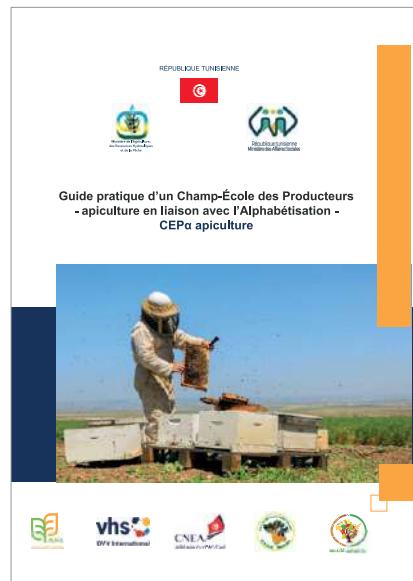
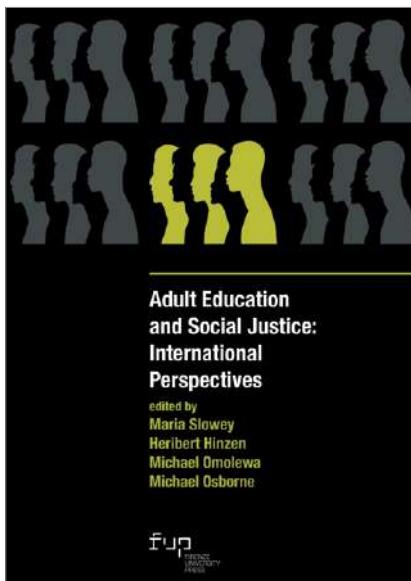
<https://grassrootsonline.org/sites/default/files/Food-for-Thought-and-Action-Overview.pdf>

www.foodforthoughtandaction.org

PUBLICATIONS RECENTES



Voici quelques exemples de publications récentes accessibles sur la plateforme MOJA.
Veuillez visiter notre section de ressources sur www.mojafrica.net/en/resources



EVENEMENTS



Nous publions régulièrement des événements liés à l'apprentissage et à l'éducation des adultes. Veuillez trouver une liste des événements à venir et passés [ici](#)

Nous encourageons la communauté MOJA à utiliser la plateforme pour télécharger ses événements

RESSOURCES

Nous continuons à mettre à jour la section ressources de MOJA. Toutes les ressources peuvent être téléchargées pour être utilisées par notre communauté.

Veuillez visiter [MOJA](#) pour voir la variété de ressources disponibles.

ORGANISATIONS

Please visit [MOJA](#) to see these organisations. Follow this [link](#) to list your organisation on the MOJA platform.

NEWSLETTER

MOJA diffuse un bulletin d'information mensuel contenant des informations sur l'AEA en Afrique, des organisations, des événements, des ressources et plus.

Pour recevoir notre bulletin, inscrivez-vous [here](#).

REJOIGNEZ NOTRE COMMUNAUTE

MOJA invite la communauté de l'éducation des adultes à contribuer à la construction de la plateforme. Rejoignez-nous et [inscrivez-vous](#) en tant que membre.

MOJA – votre plateforme de partage d'informations, de ressources, d'expériences et d'établissement des liens pour améliorer l'éducation des adultes pour la transformation en Afrique.





Avec l'appui financier



du Ministère Fédéral Allemand de la
Coopération économique et du
Développement (BMZ)

Informations de contact MOJA

David Harrington: Le Rédacteur en Chef

Journal MOJA pour l'Education des Adultes
9 Scott Rd | Observatory | Cape Town | Afrique du Sud | 7925
Tél : +27 21 4474828
Email : editor@mojafrica.de

www.mojafrica.net